

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1939

24 juillet 2014

SOMMAIRE

Allseas Finance S.A.	93038	Jing Tai S.à.r.l.	93032
Autotax SA	93052	John Deere Holding Brazil S.à r.l.	93030
Bara Constructions S.A.	93054	John Deere Holding Canada S.à r.l.	93030
Barclays BR Holdings S.à r.l.	93041	José de Mello International	93028
Barclays BR Holdings S.à r.l.	93036	JPMorgan Investment Funds	93032
Barock Sàrl	93072	Jubilee Advisors	93031
Basic & Háp S.à r.l.	93047	Juchmes Montagebau S.à r.l.	93033
BBGI SICAV S.A.	93043	Junclair Participations Financières (J.P.F.) S.A.	93026
Bilfinger Berger Global Infrastructure SI- CAV S.A.	93043	KADAKES	93032
Cargill International Luxembourg 3 S.à r.l.	93049	Kairos Investissements S.à r.l. SPF	93033
C.Clean Sàrl	93057	Kato S.à r.l.	93033
Charisma Sicav	93059	Kershipping S.A.	93033
Colombus International S.à r.l.	93070	Kesa Holdings Luxembourg Sàrl	93031
IFG S.A.	93026	Khulna Invest S.A.	93034
IFP Investment Management S.A.	93026	KSB Finanz S.A.	93033
Immo-Renov-Invest 3000 S.A.	93027	Laila S.à r.l.	93034
IM Properties (Europe) Holdings S.à r.l.	93027	LaSalle Property Securities SICAV-FIS ..	93035
IMTA SA	93027	Lazy Lane S.à r.l.	93032
Infinite Steels & Alloys S.A.	93027	LEVLUX S.A., société de gestion de patri- moine familial	93029
International Trading Luxembourgeois ..	93028	Liaison Corporate Services S.à r.l.	93035
Intershipping S.A.	93028	L.T.A. S.A.	93034
Investment Select Fund Sicav-SIF	93028	Luneville Invest S.A.	93035
Ishop S.A.	93029	Lux 33 Starlight EUR S.à r.l.	93034
Ivax International (Luxembourg) S.à r.l.	93026	Luxembourg Outsourcing Partners S.à r.l.	93035
IVC Luxembourg	93028	M.A.B. Investments S.A.	93031
Jacques Bingen (Luxembourg) S.à r.l.	93029	Morgan Stanley Asset Management S.A.	93030
Jalinon Investments S.à r.l.	93032	Vega Investments & Co S.A.	93072
Japie S.A.	93027	Velen Maritime S.A.	93072
JCS Consulting S.A.	93031	Venoplas	93072
Jean SCHMIT Société Civile	93030		

Ivax International (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 207.486.100,00.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 72.565.

Les comptes annuels consolidés de la maison mère au 31 décembre 2012 (Teva Pharmaceutical Industries Limited) ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 mai 2014.

Luxembourg Corporation Company S.A.

Signatures

Un mandataire

Référence de publication: 2014070711/14.

(140082470) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mai 2014.

IFG S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2132 Luxembourg, 2-4, avenue Marie-Thérèse.

R.C.S. Luxembourg B 108.852.

Le bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20.05.14.

Référence de publication: 2014070712/10.

(140082856) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mai 2014.

IFP Investment Management S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2633 Luxembourg, 6B, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 126.554.

Extrait de la résolution prise par les actionnaires en date du 20 mai 2014

Les actionnaires de la Société ont décidé en date du 20 mai 2014:

- de renouveler le mandat des administrateurs Monsieur Sylvain Naggar, Madame Pamela Zell, Monsieur Jean-Louis Jacquinod, Monsieur Nicolaus Bocklandt avec effet immédiat et jusqu'à l'assemblée générale qui approuvera les comptes au 31 décembre 2015,

- de renouveler le mandat de MAZARS LUXEMBOURG, ayant son siège social au 10A, rue Henri Schnadt, L-2530 Luxembourg, enregistré auprès du Registre de commerce et des sociétés sous le numéro B159.962 en tant que réviseur d'entreprises agréé avec effet immédiat et jusqu'à l'assemblée générale qui approuvera les comptes au 31 décembre 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014070713/16.

(140082736) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mai 2014.

Junclair Participations Financières (J.P.F.) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2419 Luxembourg, 4-6, rue du Fort Rheinsheim.

R.C.S. Luxembourg B 62.668.

Extrait des résolutions prises par la réunion du conseil d'administration tenue en date du 05 mai 2014:

Le conseil d'administration décide de transférer le siège social de la société au 4-6, rue du Fort Rheinsheim, L- 2419 Luxembourg.

Luxembourg, le 20 mai 2014.

FIDUCIAIRE DE LUXEMBOURG

Boulevard Joseph II

L-1840 Luxembourg

Référence de publication: 2014070751/14.

(140082811) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mai 2014.

IM Properties (Europe) Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 111.502.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour IM PROPERTIES (EUROPE) HOLDINGS S.à r.l.

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2014070716/11.

(140083237) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mai 2014.

Immo-Renov-Invest 3000 S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 88.886.

- Monterey Audit Sàrl, agent domiciliataire, dénonce le siège social de la société
Immo-Renov-Invest 3000 S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 88.886.

et domiciliée au 29, Avenue Monterey L-2163 Luxembourg.

Luxembourg, le 17 mars 2014.

Philippe GAIN

Gérant

Référence de publication: 2014070717/13.

(140082656) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mai 2014.

IMTA SA, Société Anonyme.

Siège social: L-9265 Diekirch, 2-4, rue du Palais.

R.C.S. Luxembourg B 85.911.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014070720/9.

(140083315) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mai 2014.

Infinite Steels & Alloys S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1941 Luxembourg, 241, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 173.628.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014070721/10.

(140083026) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mai 2014.

Japie S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2737 Luxembourg, 14, rue Wurth Paquet.

R.C.S. Luxembourg B 129.415.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour JAPIE S.A.

Un mandataire

Référence de publication: 2014070741/11.

(140083307) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mai 2014.

International Trading Luxembourgeois, Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 83.942.

- Monterey Audit Sàrl, agent domiciliataire, dénonce le siège social de la société International Trading Luxembourgeois, Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 83.942.

et domiciliée au 29, Avenue Monterey L-2163 Luxembourg.

Luxembourg, le 17 mars 2014.

Philippe GAIN

Gérant

Référence de publication: 2014070726/13.

(140082661) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mai 2014.

Intershipping S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1212 Luxembourg, 14A, rue des Bains.

R.C.S. Luxembourg B 66.764.

Le bilan au 30 Septembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 Mai 2014.

Référence de publication: 2014070727/10.

(140082319) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mai 2014.

Investment Select Fund Sicav-SIF, Société Anonyme - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer.

R.C.S. Luxembourg B 114.322.

Extrait des résolutions adoptées lors de l'assemblée générale annuelle de la Société tenue le 18 avril 2014:

- Le mandat d'Ernst & Young S.A., 7, Parc d'Activité Syrdall, L-5365 Munsbach, réviseur d'entreprise agréé de la Société, est renouvelé;

- Le nouveau mandat d'Ernst & Young S.A. prendra fin lors de l'assemblée générale annuelle de la Société qui se tiendra en 2015 statuant sur les comptes annuels de 2014.

Luxembourg, le 18 avril 2014.

Référence de publication: 2014070728/13.

(140082473) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mai 2014.

IVC Luxembourg, Société Anonyme.

Siège social: L-9577 Wiltz, 26, rue de Winseler.

R.C.S. Luxembourg B 110.382.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014070731/9.

(140082898) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mai 2014.

José de Mello International, Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.

R.C.S. Luxembourg B 167.420.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014070738/9.

(140082901) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mai 2014.

Ishop S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 55-57, rue de Merl.
R.C.S. Luxembourg B 170.725.

Extrait de résolutions écrites du conseil d'administration de la société prises par voie circulaire

Il résulte des résolutions écrites du Conseil d'administration de la Société prises par voie circulaire en date du 14 mai 2014 que:

«Première résolution

Le Conseil décide de transférer de siège social de la Société de 2a, boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg au 55-57, rue de Merl, L-2146 Luxembourg avec effet immédiat.

Deuxième résolution

Le Conseil décide de renseigner auprès de Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg la nouvelle adresse de Monsieur Jérôme BACH, en sa qualité d'administrateur de classe B de la Société, désormais demeurant au 55-57, rue de Merl, L-2146 Luxembourg.»

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 19 mai 2014.

Référence de publication: 2014070730/19.

(140082520) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mai 2014.

Jacques Bingen (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 170.376.

Il résulte des décisions de l'associé unique de La Société, décidées par voie de résolutions en date du 15 mai 2014:

1. Acceptation de la démission de Philip Gittins en tant que gérant classe A de La Société avec effet immédiat.
2. Nomination de Russell Proffitt-Perchard, né le 16 janvier 1978, à Jersey, Royaume-Uni, résidant professionnellement au 40 Avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, en qualité de gérant classe A de La Société avec effet immédiat et pour une période indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 20 mai 2014.

Référence de publication: 2014070732/15.

(140083154) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mai 2014.

LEVLUX S.A., société de gestion de patrimoine familial, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 28.478.

Extrait des décisions prises par le conseil d'administration et par l'assemblée générale des actionnaires en date du 13 mai 2014

1. Le siège a été transféré de L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
2. La cooptation de M. Hans DE GRAAF a été ratifiée et il a été nommé comme administrateur et président du conseil d'administration jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2019.

Veillez noter que l'adresse professionnelle de Mme Amélie BRICE et Mme Monique JUNCKER, administrateurs, et de M. Hans DE GRAAF, administrateur et président du conseil d'administration, se situe désormais au L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

Luxembourg, le 19 mai 2014.

Pour extrait et avis sincères et conformes

Pour LEVLUX S.A., société de gestion de patrimoine familial

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2014070790/20.

(140082499) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mai 2014.

Jean SCHMIT Société Civile, Société Civile.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 13, avenue Gaston Diderich.
R.C.S. Luxembourg E 2.230.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 11 décembre 2013

Lors de l'AGE du 11 décembre 2013, les associés ont pris la résolution suivante:

1. Prononciation de la clôture de liquidation
2. Les livres et documents de la société seront déposés pendant cinq ans au siège social à Luxembourg Luxembourg, le 11 décembre 2013.

Jean Schmit.

Référence de publication: 2014070733/13.

(140082628) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mai 2014.

John Deere Holding Brazil S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 43, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 164.743.

Les comptes annuels au 31 octobre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 mai 2014.

John Deere Holding Brazil S.à r.l.
Manacor (Luxembourg) SA / T. Pierrette
Gérant B / Gérant A

Référence de publication: 2014070734/13.

(140082447) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mai 2014.

John Deere Holding Canada S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 43, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 164.760.

Les comptes annuels au 31 octobre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 mai 2014.

John Deere Holding Canada S.à r.l.
Manacor (Luxembourg) S.A. / T. Pierrette
Gérant B / Gérant A

Référence de publication: 2014070735/13.

(140082488) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mai 2014.

Morgan Stanley Asset Management S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6B, route de Trèves.
R.C.S. Luxembourg B 29.193.

La Société a été constituée suivant acte reçu par Maître Edmond Schroeder, notaire de résidence à Mersch, Grand-Duché de Luxembourg, en date du 21 novembre 1988, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 8 du 11 janvier 1989.

Les comptes annuels de la société au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

MORGAN STANLEY ASSET MANAGEMENT S.A.
Signature

Référence de publication: 2014070855/15.

(140082723) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mai 2014.

M.A.B. Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 143.258.

Conformément aux dispositions de l'article 51bis de la loi du 25 août 2006 sur les sociétés commerciales, l'Administrateur LANNAGE S.A., société anonyme, R.C.S. Luxembourg, B - 63 130, ayant son siège social au 42, Rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg, a désigné Monsieur Geoffrey HUPKENS, domicilié professionnellement au 42, Rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg, comme représentant permanent chargé de l'exécution de cette mission au nom et pour son compte au Conseil d'Administration de la société M.A.B. INVESTMENTS S.A., société anonyme.

Conformément aux dispositions de l'article 51bis de la loi du 25 août 2006 sur les sociétés commerciales, l'Administrateur KOFFOUR S.A., société anonyme, R.C.S. Luxembourg, B - 86 086, ayant son siège social au 42, Rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg, a désigné Madame Magali MICHELETTI, domiciliée professionnellement au 42, Rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg, comme représentant permanent chargé de l'exécution de cette mission au nom et pour son compte au Conseil d'Administration de la société M.A.B. INVESTMENTS S.A., société anonyme, en remplacement de Monsieur Guy BAUMANN.

Luxembourg, le 20 mai 2014.

Pour: M.A.B. INVESTMENTS S.A.

Société anonyme

Experta Luxembourg

Société anonyme

Aurélie Katola / Susana Goncalves Martins

Référence de publication: 2014070805/24.

(140082849) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mai 2014.

Jubilee Advisors, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7307 Steinsel, 50, rue Basse.

R.C.S. Luxembourg B 169.763.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014070739/9.

(140083077) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mai 2014.

Kesa Holdings Luxembourg Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 159.049.

Les comptes annuels au 30 avril 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Kesa Holdings Luxembourg S.à r.l.

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2014070754/11.

(140082920) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mai 2014.

JCS Consulting S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1941 Luxembourg, 241, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 165.193.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014070742/10.

(140082807) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mai 2014.

Jalinon Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1611 Luxembourg, 41, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 127.520.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014070740/9.

(140083283) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mai 2014.

Jing Tai S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4742 Pétange, 59, rue des Jardins.

R.C.S. Luxembourg B 94.924.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Signature.

Référence de publication: 2014070744/10.

(140082332) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mai 2014.

JPMorgan Investment Funds, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 49.663.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014070749/9.

(140083107) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mai 2014.

KADAKES, Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-8128 Bridel, 36, rue de l' Ecole.

R.C.S. Luxembourg B 168.523.

Le bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch/Alzette, le 19 mai 2014.

Pour la société

FIDUCIAIRE ACCURA S.A.

Experts comptables et fiscaux

Signature

Référence de publication: 2014070757/14.

(140082296) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mai 2014.

Lazy Lane S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faiencerie.

R.C.S. Luxembourg B 127.501.

Le bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 mai 2014.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2014070767/12.

(140083041) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mai 2014.

Juchmes Montagebau S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9764 Marnach, 19, rue de Marbourg.

R.C.S. Luxembourg B 133.474.

Der Jahresabschluss vom 31.12.2012 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Echternach, le 20.05.2014.

Référence de publication: 2014070750/10.

(140083094) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mai 2014.

Kato S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-1466 Luxembourg, 12, rue Jean Engling.

R.C.S. Luxembourg B 134.967.

Les statuts coordonnés suivant l'acte n° 68602 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014070753/10.

(140083294) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mai 2014.

Kairos Investissements S.à r.l. SPF, Société à responsabilité limitée - Société de gestion de patrimoine familial.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 8A, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 183.366.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014070758/11.

(140082632) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mai 2014.

Kershipping S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1212 Luxembourg, 14A, rue des Bains.

R.C.S. Luxembourg B 104.071.

Le bilan au 30 Septembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 Mai 2014.

Référence de publication: 2014070760/10.

(140082318) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mai 2014.

KSB Finanz S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-6468 Echternach, Zone Industrielle.

R.C.S. Luxembourg B 67.916.

Le Bilan au 31.12.2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Echternach, le 19.05.2014.

KSB

KSB Finanz S.A.

Signatures

Référence de publication: 2014070764/13.

(140082450) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mai 2014.

Khulna Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1720 Luxembourg, 6, rue Heinrich Heine.
R.C.S. Luxembourg B 102.051.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014070761/9.

(140083348) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mai 2014.

L.T.A. S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9647 Doncols, 35, Bohey.
R.C.S. Luxembourg B 48.920.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire tenue au siège de la société extraordinairement en date du 13 mai 2014 à 11.00 heures

L'assemblée générale constate le changement d'adresse de l'administrateur Madame Françoise DE MAGNEE à savoir:
B - 4141 Louveigné, 12/031, Rue de l'Esplanade

Pour extrait sincère et conforme
Un administrateur

Référence de publication: 2014070765/13.

(140083208) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mai 2014.

Laila S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.
R.C.S. Luxembourg B 144.744.

Les comptes annuels audités au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 mai 2014.

Signature
Un mandataire

Référence de publication: 2014070766/13.

(140083153) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mai 2014.

Lux 33 Starlight EUR S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1417 Luxembourg, 4, rue Dicks.
R.C.S. Luxembourg B 185.417.

Il résulte d'un contrat de transfert de parts sociales prenant effet en date du 19 mai 2014 que la société Starwood Capital Operations, LLC dont le siège social se situe Corporation trust Centre, 1209 Orange Street, City of Wilmington, County of New Castle, State of Delaware, USA, a cédé toutes les parts sociales qu'elle détenait dans la Société, soit:

- 500 (cinq cents) parts sociales ordinaires ayant une valeur nominale de EUR 25 (vingt cinq EUR) chacune à la société SOF-IX Lux Master Co S.à r.l. dont le siège social se situe 5 rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés du Luxembourg sous le numéro B 164 480.

Les détenteurs de parts sociales sont désormais les suivants:

- SOF-IX Lux master Co S.à r.l.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Thierry Drinka
Gérant

Référence de publication: 2014070772/19.

(140082721) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mai 2014.

Liaison Corporate Services S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2121 Luxembourg, 117, Val des Bons-Malades.

R.C.S. Luxembourg B 186.024.

Suite à la cession de parts sociales entre Monsieur Alexander Bakkes, né le 25 janvier 1959 à Rotterdam, Pays-Bas, à la fondation de droit néerlandais, «Stichting LCS», ayant son siège social à Huizermaatweg 336, NL-1276LJ Huizen en date du 15 mai 2014, cette dernière détient 100% des parts sociales de la société Liaison Corporate Services Sarl depuis le 15 mai 2014.

Le mandat du gérant Monsieur Alexander Bakkes a été révoqué avec effet au 15 mai 2014.

Est nommé la nouvelle gérante de la société: Isabelle Alexander, née le 7 mars 1979, à Gand, Belgique demeurant à 75 rue du Bois, L-1250 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 mai 2014.

Un mandataire

Référence de publication: 2014070769/17.

(140082561) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mai 2014.

Luneville Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2165 Luxembourg, 26-28, Rives de Clausen.

R.C.S. Luxembourg B 159.361.

—
EXTRAIT

Il est à noter que la société Ser.Com S.à.r.l est désormais domiciliée au 19, boulevard Grande-duchesse Charlotte L-1331 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 mai 2014.

Référence de publication: 2014070771/12.

(140082803) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mai 2014.

Luxembourg Outsourcing Partners S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1320 Luxembourg, 26, rue de Cessange.

R.C.S. Luxembourg B 184.802.

—
EXTRAIT

Il résulte de résolutions écrites du gérant datées du 1^{er} mars 2014 que la société à responsabilité limitée Luxembourg Outsourcing Partners S.à r.l. a transféré son siège social du 2B Boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg au 26 rue de Cessange, L-1320 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014070776/12.

(140082886) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mai 2014.

LaSalle Property Securities SICAV-FIS, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 80.081.

Le bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour LASALLE PROPERTY SECURITIES SICAV-FIS

RBC Investor Services Bank S.A.

Société anonyme

Référence de publication: 2014070768/13.

(140082924) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mai 2014.

Barclays BR Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 43.338,00.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 9, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 147.592.

In the year two thousand and fourteen, on the seventh day of the month of May,
Before Us Me Carlo WERSANDT, notary residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg);

THERE APPEARED

Barclays Luxembourg USD Holdings S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 9, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 131.368 and having a share capital of USD 1,494,768,

here represented by Mr. Christian DOSTERT, notary clerk, with professional address at 12, rue Jean Engling, L-1466 Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg), by virtue of a proxy given under private seal on 7 May 2014.

The said proxy, signed *ne varietur* by the proxy-holder of the appearing party and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party is the sole shareholder of Barclays BR Holdings S.à r.l. (the "Company"), a private limited liability company (société à responsabilité limitée) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 9, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 147.592, incorporated pursuant to a deed of Me Paul BETTINGEN, notary residing in Niederanven (Grand Duchy of Luxembourg), dated 29 July 2009, whose articles of incorporation (the "Articles") are published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 1700 dated 3 September 2009. The Articles of the Company have been amended for the last time pursuant to a deed of the undersigned notary, dated 31 May 2012, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 1705 dated 6 July 2012.

The appearing party representing the whole share capital of the Company requires the notary to enact the following resolutions taken in accordance with the provisions of Article 200-2 of the Luxembourg law on commercial companies of 10 August 1915, as amended, pursuant to which a sole shareholder of a société à responsabilité limitée shall exercise the powers of the general meeting of shareholders of the Company and the decisions of the sole shareholder are recorded in minutes or drawn up in writing and of Article 16 of the Articles:

First resolution

The sole shareholder decides for group accounting reasons to amend the financial year of the Company, with immediate effect, which will run from 8 May of one year to 7 May of the following year.

Second resolution

As a consequence of the above resolution, the sole shareholder decides to close the current financial year of the Company, which started on 1 January 2014 effective on the date hereof and to open a new financial year on the following day.

For the avoidance of doubt, the sole shareholder acknowledges and resolves that the current financial year of the Company which started on 1 January 2014 will close on 7 May 2014, and that the subsequent financial year will start on 8 May 2014 and will end on 7 May 2015.

Third resolution

As a consequence of the above resolutions, the sole shareholder decides to amend article 17 and the first paragraph of article 18 of the Articles, which shall henceforth read as follows:

" **Art. 17. Financial year.** The Company's financial year runs from the eighth day of May of one year to the seventh day of May of the following year."

" **Art. 18. Annual statutory accounts.**

18.1 Each year, as of the date of the financial year end, the management will draw up a balance sheet, which will (i) contain a record of all movable and immovable property of, and all the debts owed to and by, the Company and (ii) be accompanied by an annex summarising all the commitments of the Company and debts of the managers and/or auditors to the Company.

[...]"

Costs and expenses

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the Company incurs or for which it is liable by reason of the present deed, is approximately one thousand Euros.

Statement

The undersigned notary, who understands and speaks English and French, states herewith that, on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same appearing party, and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, at the date indicated at the beginning of the document.

After reading the present deed to the proxy-holder of the appearing party, acting as said before, known to the notary by name, first name, civil status and residence, the said proxy-holder has signed with Us the notary the present deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède

L'an deux mille quatorze, le septième jour du mois de mai;

Par devant Nous Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg);

A COMPARU:

Barclays Luxembourg USD Holdings S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 9, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 131.368 et ayant un capital social de USD 1.494.768,

ici représentée par Monsieur Christian DOSTERT, clerc de notaire, ayant pour adresse professionnelle au 12, rue Jean Engling, L-1466 Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), en vertu d'une procuration sous seing privé lui donnée le 7 mai 2014.

Ladite procuration, signée ne varietur par le mandataire de la partie comparante et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être enregistrée avec lui auprès des autorités d'enregistrement.

Ladite partie comparante est l'associé unique de Barclays BR Holdings S.à r.l. (la "Société"), une société à responsabilité limitée constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 9, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 147.592, constituée suivant un acte reçu par Maître Paul BETTINGEN, notaire de résidence à Niedernanven (Grand-Duché de Luxembourg), le 29 juillet 2009, dont les statuts (les "Statuts") ont été publiés au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1700 le 3 septembre 2009. Les Statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois suivant un acte reçu par le notaire soussigné en date du 31 mai 2012, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1705 le 6 juillet 2012.

La partie comparante, représentant l'intégralité du capital social de la Société, requiert le notaire d'acter les résolutions suivantes conformément à l'Article 200-2 de la loi sur les sociétés commerciales, du 10 août 1915, telle que modifiée, au titre duquel l'associé unique d'une société à responsabilité limitée pourra exercer les pouvoirs attribués à l'assemblée générale des associés de la Société et les décisions de l'associé unique seront inscrites dans un procès-verbal et de l'Article 16 des Statuts:

Première résolution

L'associé unique pour des raisons de comptabilité de groupe décide de modifier l'année sociale de la Société, avec effet immédiat, qui commencera le 8 mai d'une année et finira le 7 mai de l'année suivante.

Deuxième résolution

En conséquence de la résolution qui précède, l'associé unique décide de clôturer l'exercice social actuel de la Société qui a commencé le 1^{er} janvier 2014 au jour de cette résolution, et de commencer un nouvel exercice social le lendemain des présentes résolutions.

Afin d'éviter tout doute, l'associé unique prend note et décide que l'année sociale en cours de la Société qui a commencé le 1^{er} janvier 2014 se terminera le 7 mai 2014 et que l'année sociale suivante commencera le 8 mai 2014 et se terminera le 7 mai 2015.

Troisième résolution

En conséquence des résolutions qui précèdent, l'associé unique décide de modifier l'article 17 et le premier paragraphe de l'article 18 des Statuts qui auront la teneur suivante:

Art. 17. Exercice social. L'exercice social de la Société commence le huitième jour du mois de mai d'une l'année et finit le septième jour du mois de mai de l'année suivante.

Art. 18. Annual statutory accounts.

18.1 Chaque année, à compter du dernier jour de l'exercice social, la gérance établit un bilan, (i) y compris un inventaire des valeurs mobilières et immobilières et de toutes les dettes actives et passives de la Société et (ii) accompagné d'une annexe résumant tous les engagements de la société et dettes des gérants et/ou commissaires aux comptes envers la Société

[...]"

Frais

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, ou qui sont mis à sa charge à raison des présentes, s'élève approximativement à la somme de mille euros.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais et français, déclare par les présentes, qu'à la requête de la partie comparante le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française; qu'à la requête de la même partie comparante, et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise prévaudra.

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte au mandataire de la partie comparante, agissant comme mentionné ci-avant, connu du notaire par son nom, prénom, état civil et domicile, ledit mandataire a signé avec Nous le notaire le présent acte.

Signé: C. DOSTERT, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 13 mai 2014. LAC/2014/22054. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Releveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée.

Luxembourg, le 21 mai 2014.

Référence de publication: 2014071917/125.

(140085009) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2014.

Allseas Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 148.778.

In the year two thousand and fourteen, on the sixteenth of May.

Before Maître Jean SECKLER, notary, residing in Junglinster (Grand-Duchy of Luxembourg), acting as replacement of Maître Henri BECK, notary, residing in Echternach (Grand-Duchy of Luxembourg), absent, the last-mentioned will remain the depositary of the present deed.

Is held

an extraordinary general meeting of the sole shareholder of Allseas Finance S.A. (hereinafter referred to as the "Corporation"), a Luxembourg "société anonyme", with registered office at 2-8 Avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 148.778. The Corporation was incorporated by virtue of a deed of Maître Paul Decker, notary residing in Luxembourg, on October 8th, 2009, published in the Mémorial C, No. 2205, "Recueil des Sociétés et Associations", on November 11th, 2009. The Corporation's articles of association were amended for the last time by a deed of the notary Maître Henri Beck, notary residing in Echternach, Grand Duchy of Luxembourg, dated December 17th, 2013, published in the Mémorial C - Recueil des Sociétés et Associations, No. 356, on February 7th, 2014.

The meeting is chaired by Ms. Peggy Simon, private employee, residing professionally at Echternach, 9, Rabatt, who appointed herself as scrutineer and the meeting elected as secretary Ms. Mariette SCHOU, private employee, residing professionally at Echternach, 9, Rabatt.

The chairman declared and requested the notary to act:

I. That the sole shareholder represented and the number of its shares are shown on an attendance list, signed by the chairman, the secretary, the scrutineer and the undersigned notary. The said list as well as the proxy will be registered with these minutes.

II. As appears from the said attendance list, all the seven hundred and eighteen million, eight hundred and fifty-seven thousand, eight hundred and fifty-two (718,857,852) shares in circulation representing the entire share capital of the Corporation, presently set at seven hundred and eighteen million, eight hundred and fifty-seven thousand, eight hundred and fifty-two Euro (EUR 718,857,852.-) are represented at the present general meeting so that the meeting can validly decide on all the items of its agenda.

III. That the agenda of the meeting is the following:

1. Decide to increase the share capital by eighty-five million Euro (EUR 85,000,000.-), in order to raise it from its present amount of seven hundred and eighteen million, eight hundred and fifty-seven thousand, eight hundred and fifty-two Euro (EUR 718,857,852.-) to eight hundred and three million, eight hundred and fifty-seven thousand, eight hundred and fifty-two Euro (EUR 803,857,852.-) by the creation and issue of eighty-five million (85,000,000) new shares with a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each and vested with the same rights and obligations as the existing shares;

2. Subscription to and full payment by Allseas Group S.A., a public limited liability company incorporated under the laws of Switzerland, having its registered office at Route de Pra de Plan 18, Case Postale 411, Châtel-Saint-Denis, Switzerland, registered with the Commercial Registry of Fribourg under number CH-232.0.730.296-3, of all the new shares to be issued by a contribution in cash for an amount of eighty-five million Euro (EUR 85,000,000.-).

3. Subsequent amendment of article 5 of the Corporation's articles of incorporation.

After the foregoing was approved by the meeting, the meeting unanimously made the following resolutions:

First resolution

The meeting resolved to increase the capital by eighty-five million Euro (EUR 85,000,000.-), in order to raise it from its present amount of seven hundred and eighteen million, eight hundred and fifty-seven thousand, eight hundred and fifty-two Euro (EUR 718,857,852.-) to eight hundred and three million, eight hundred and fifty seven thousand, eight hundred and fifty two Euro (EUR 803,857,852.-) by the creation and issue of eighty-five million (85,000,000) shares with a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each and vested with the same rights and obligations as the existing shares.

Subscription - Payment

The meeting resolved to acknowledge the subscription by Allseas Group S.A., prenamed, of all the new issued shares and the full payment of the related subscription price of eighty-five million Euro (EUR 85,000,000.-) by a contribution in cash for the corresponding amount so that, from now on, the Corporation has at its free and entire disposal this amount, as was certified to the undersigned notary.

Second resolution

As a consequence of the foregoing resolution, the meeting resolved to amend article 5 of the Corporation's articles of association to give it henceforth the following wording:

“ **Art. 5.** The capital of the corporation is fixed at eight hundred and three million, eight hundred and fifty-seven thousand, eight hundred and fifty-two Euro (EUR 803,857,852.-) represented by eight hundred and three million, eight hundred and fifty-seven thousand, eight hundred and fifty-two (803,857,852) shares with a nominal value of one Euro (1.-) each.

Shares may be evidenced at the owners' option, in certificates representing single shares or in certificates representing two or more shares.

Shares may be issued in registered or bearer form, at the shareholder's option.

The corporation may, to the extent and under the terms permitted by law, purchase its own shares”.

Expenses

The expenses, costs, remuneration or charges in any form whatsoever which will be borne by the Corporation as a result of the presently stated amendments to the articles of association of the Corporation are estimated at six thousand five hundred Euro (EUR 6.500.-).

There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing entity, the present deed is worded in English followed by a French translation.

On request of the same appearing entity and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Junglinster, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, all of whom are known to the notary by their Surnames, Christian names, civil status and residences, the members of the bureau signed together with Us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction en langue française du texte qui précède.

L'an deux mille quatorze, le seize mai.

Par-devant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster (Grand-Duché de Luxembourg) agissant en remplacement de Maître Henri BECK, notaire de résidence à Echternach (Grand-Duché de Luxembourg), absent, lequel dernier restera dépositaire du présent acte.

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire de l'actionnaire unique de la société anonyme Allseas Finance S.A. (ci-après la «Société»), ayant son siège social au 2-8 Avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 148.778. La Société a été constituée suivant acte du notaire Maître Paul Decker, notaire résidant à Luxembourg, reçu en date du 8 octobre 2009, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 2205 du 11 novembre 2009. Les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte reçu par Maître Henri Beck, notaire de résidence à Echternach, Grand-Duché de

Luxembourg, daté du 17 décembre 2013, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 356 du 7 février 2014.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Madame Peggy Simon, employée privée, demeurant professionnellement à Echternach, 9, Rabatt,

qui se nomme elle-même comme scrutateur et qui désigne comme secrétaire Madame Mariette SCHOU, employée privée, demeurant professionnellement à Echternach, 9, Rabatt.

La présidente déclare et prie le notaire d'acter:

I. Que l'actionnaire unique représenté et le nombre d'actions qu'il détient sont renseignés sur une liste de présence, signée par le président, le secrétaire, le scrutateur et le notaire soussigné. Ladite liste de présence, ainsi que la procuration, resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

II. Qu'il appert de cette liste de présence que la totalité des sept cent dix-huit millions, huit cent cinquante-sept mille, huit cent cinquante-deux (718.857.852) actions, représentant l'intégralité du capital social actuellement fixé à sept cent dix-huit millions, huit cent cinquante-sept mille, huit cent cinquante-deux Euros (718.857.852,-EUR) est représentée à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut valablement décider sur tous les points portés à l'ordre du jour.

III. Que l'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

1. Augmentation du capital social de la Société à concurrence de quatre-vingt-cinq millions d'Euros (85.000.000,- EUR) pour le porter de son montant actuel de sept cent dix-huit millions, huit cent cinquante-sept mille, huit cent cinquante-deux Euros (718.857.852,- EUR) à huit cent trois millions, huit cent cinquante-sept mille, huit cent cinquante-deux Euros (803.857.852,- EUR), par la création et l'émission de quatre-vingt-cinq millions (85.000.000) de nouvelles actions avec une valeur nominale d'un Euro (1,- EUR) chacune, ayant toutes les mêmes droits et obligations que les actions existantes;

2. Souscription et libération intégrale par Allseas Group S.A., une société anonyme régie par les lois suisses, ayant son siège social au Route de Pra de Plan 18, Case Postale 411, Châtel-Saint-Denis, Suisse, enregistrée auprès du Registre de commerce de Fribourg sous le numéro CH-232.0.730.296-3, des nouvelles actions qui seront émises, par apport en numéraire pour un montant de quatre-vingt-cinq millions d'Euros (85.000.000,- EUR).

3. Modification afférente de l'article 5 des statuts de la Société.

L'assemblée générale, après avoir délibéré, prend à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée a décidé d'augmenter le capital social de la Société à concurrence de quatre-vingt-cinq millions d'Euros (85.000.000,- EUR) pour le porter de son montant actuel de sept cent dix-huit millions, huit cent cinquante-sept mille, huit cent cinquante-deux Euros (718.857.852,- EUR) à huit cent trois millions, huit cent cinquante-sept mille, huit cent cinquante-deux Euros (803.857.852,- EUR), par la création et l'émission de quatre-vingt-cinq millions (85.000.000) nouvelles actions avec une valeur nominale d'un Euro (1,- EUR) chacune, ayant toutes les mêmes droits et obligations que les actions existantes.

Souscription - Libération

L'assemblée a décidé d'accepter la souscription par Allseas Group S.A., prénommée, de la totalité des nouvelles actions émises et leur libération intégrale au prix de souscription de quatre-vingt-cinq millions d'Euros (85.000.000 EUR) par un apport en numéraire pour le montant correspondant de sorte que la Société a dès à présent à sa libre et entière disposition cette somme ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant.

Deuxième résolution

Suite à la résolution précédente, l'article 5 des statuts de la Société est modifié pour avoir désormais la teneur suivante:

« **Art. 5.** Le capital social est fixé à huit cent trois millions, huit cent cinquante-sept mille, huit cent cinquante-deux Euros (803.857.852,- EUR), représenté par huit cent trois millions, huit cent cinquante-sept mille, huit cent cinquante-deux (803.857.852) actions d'une valeur nominale d'un Euro (1,- EUR) chacune.

Les actions de la société peuvent être créées au choix du propriétaire en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

Les titres peuvent aussi être nominatifs ou au porteur, au gré de l'actionnaire.

La société peut procéder au rachat de ses propres actions, sous les conditions prévues par la loi".

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la Société et mis à sa charge à raison des présentes modifications des statuts de la Société, sont évalués sans nul préjudice à la somme de six mille cinq cents Euros (EUR 6.500.-).

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête de la comparante le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française.

A la requête de la même comparante et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

Dont Procès-verbal, fait et passé à Junglinster, le jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture, les personnes comparantes, toutes connues du notaire par leur Noms, Prénoms, statut marital et résidences, ont signé avec Nous, le notaire instrumentant, le présent procès-verbal.

Signé: P. SIMON, M. SCHOU, Jean SECKLER.

Enregistré à Echternach, le 20 mai 2014. Relation: ECH/2014/954. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): D. SPELLER.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à demande, aux fins de dépôt au registre de commerce et des sociétés.

Echternach, le 21 mai 2014.

Référence de publication: 2014071871/155.

(140084442) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2014.

Barclays BR Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 93.043.338,00.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 9, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 147.592.

—
In the year two thousand and fourteen, on the eighth day of the month of May,
Before Us Me Carlo WERSANDT, notary residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg);

THERE APPEARED

Barclays Luxembourg USD Holdings S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 9, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 131.368 and having a share capital of USD 1,494,768,

here represented by Me Stéphanie GUERS, lawyer, with professional address at 10, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1330 Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg), by virtue of a proxy given under private seal in Luxembourg on May 7, 2014.

The said proxy, signed ne varietur by the proxy-holder of the appearing party and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party is the sole shareholder of Barclays BR Holdings S.à r.l. (the "Company"), a private limited liability company (société à responsabilité limitée) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 9, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 147.592, incorporated pursuant to a deed of Me Paul BETTINGEN, notary residing in Niederanven (Grand Duchy of Luxembourg), dated 29 July 2009, whose articles of incorporation (the "Articles") are published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 1700 dated 3 September 2009. The Articles of the Company have been amended for the last time pursuant to a deed of the undersigned notary, dated 7 May 2014 and not published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations yet.

The appearing party representing the whole share capital of the Company requires the notary to enact the following resolutions taken in accordance with the provisions of Article 200-2 of the Luxembourg law on commercial companies of 10 August 1915, as amended, pursuant to which a sole shareholder of a société à responsabilité limitée shall exercise the powers of the general meeting of shareholders of the Company and the decisions of the sole shareholder are recorded in minutes or drawn up in writing and of Article 16 of the Articles:

First resolution

The sole shareholder decides to increase the issued share capital of the Company by an amount of ninety-three million US Dollars (USD 93,000,000), so as to bring it from its current amount of forty-three thousand three hundred thirty-eight US Dollars (USD 43,338) to an amount of ninety-three million forty-three thousand three hundred thirty-eight US Dollars (USD 93,043,338), by creating and issuing one million (1,000,000) new shares with a nominal value of ninety-three US Dollars (USD 93) each (the "New Shares").

The New Shares are all subscribed by the sole shareholder.

Such New Shares are entirely subscribed and paid up by a contribution in cash of an aggregate amount of one billion US Dollars (USD 1,000,000,000). The global contribution of one billion US Dollars (USD 1,000,000,000) is allocated as follows: ninety-three million US Dollars (USD 93,000,000) are allocated to the share capital of the Company and nine hundred seven million US Dollars (USD 907,000,000) are allocated to the share premium account of the Company.

The proof of the existence of the contribution has been produced to the undersigned notary.

Second resolution

As a consequence of the above resolution, the sole shareholder decides to amend article 6.1 of the Articles of the Company, which shall henceforth read as follows:

" **6.1.** The issued share capital of the Company is fixed at ninety-three million forty-three thousand three hundred thirty-eight US Dollars (USD 93,043,338) divided into one million four hundred sixty-six (1,000,466) shares (the "Shares"), with a nominal value of ninety-three US Dollars (USD 93) each, with such rights and obligations as set out in the present Articles."

Costs and expenses

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the Company incurs or for which it is liable by reason of the present deed, is approximately six thousand five hundred Euros.

Statement

The undersigned notary, who understands and speaks English and French, states herewith that, on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same appearing party, and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, at the date indicated at the beginning of the document.

After reading the present deed to the proxy-holder of the appearing party, acting as said before, known to the notary by name, first name, civil status and residence, the said proxy-holder has signed with Us the notary the present deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède

L'an deux mille quatorze, le huitième jour du mois de mai;

Par devant Nous Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg);

A COMPARU:

Barclays Luxembourg USD Holdings S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 9, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 131.368 et ayant un capital social de USD 1.494.768,

ici représentée par Maître Stéphanie GUERS, avocate, avec adresse professionnelle au 10, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1330 Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), en vertu d'une procuration sous seing privé lui donnée \$ Luxembourg, le 7 mai 2014.

Ladite procuration, signée ne varietur par le mandataire de la partie comparante et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être enregistrée avec lui auprès des autorités d'enregistrement.

Ladite partie comparante est l'associé unique de Barclays BR Holdings S.à r.l. (la "Société"), une société à responsabilité limitée constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 9, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 147.592, constituée suivant un acte reçu par Maître Paul BETTINGEN, notaire de résidence à Niedernanven (Grand-Duché de Luxembourg), le 29 juillet 2009, dont les statuts (les "Statuts") ont été publiés au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1700 le 3 septembre 2009. Les Statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois suivant un acte reçu par le notaire soussigné en date du 7 mai 2014, pas encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

La partie comparante, représentant l'intégralité du capital social de la Société, requiert le notaire d'acter les résolutions suivantes conformément à l'Article 200-2 de la loi sur les sociétés commerciales, du 10 août 1915, telle que modifiée, au titre duquel l'associé unique d'une société à responsabilité limitée pourra exercer les pouvoirs attribués à l'assemblée générale des associés de la Société et les décisions de l'associé unique seront inscrites dans un procès-verbal et de l'Article 16 des Statuts:

Première résolution

L'Associé Unique décide d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de quatre-vingt-treize millions US Dollars (USD 93.000.000), de manière à le porter de son montant actuel de quarante-trois mille trois cent trente-huit US Dollars (USD 43.338) à un montant de quatre-vingt-treize millions quarante-trois mille trois cent trente-huit US Dollars (USD 93.043.338) par la création et l'émission d'un million (1.000.000) de nouvelles parts sociales ayant une valeur nominale de quatre-vingt-treize US Dollars (USD 93) chacune (les "Nouvelles Parts Sociales").

Les Nouvelles Parts Sociales sont toutes souscrites par l'associé unique.

Ces Nouvelles Parts Sociales sont entièrement souscrites et libérées par un apport en numéraire d'un montant d'un milliard US Dollars (USD 1.000.000.000). L'apport global d'un milliard US Dollars (USD 1.000.000.000) est alloué comme suit: quatre-vingt-treize millions US Dollars (USD 93.000.000) sont alloués au capital social de la Société et neuf cent sept millions US Dollars (USD 907.000.000) sont alloués au compte de prime d'émission de la Société.

La preuve de l'existence de l'apport a été produite devant le notaire soussigné.

Deuxième résolution

En conséquence de la résolution qui précède, l'Associé Unique décide de modifier l'article 6.1 des Statuts de la Société, lequel devra se lire dorénavant comme suit:

" **6.2.** Le capital social émis de la Société est fixé à quatre-vingt-treize millions quarante-trois mille trois cent trente-huit US Dollars (USD 93.043.338), divisé en un million quatre cent soixante-six (1.000.466) parts sociales (les "Parts Sociales"), chacune ayant une valeur nominale de quatre-vingt-treize US Dollars (USD 93) et pour lesquelles les droits et obligations sont fixés par les présents Statuts."

Frais

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, ou qui sont mis à sa charge à raison des présentes, s'élève approximativement à la somme de six mille cinq cents euros.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais et français, déclare par les présentes, qu'à la requête de la partie comparante le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française; qu'à la requête de la même partie comparante, et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise prévaut.

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte au mandataire de la partie comparante, agissant comme mentionné ci-avant, connu du notaire par son nom, prénom, état civil et domicile, ledit mandataire a signé avec Nous le notaire le présent acte.

Signé: S. GUERS, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 13 mai 2014. LAC/2014/22061. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée.

Luxembourg, le 21 mai 2014.

Référence de publication: 2014071918/123.

(140085009) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2014.

**BBGI SICAV S.A., Société d'Investissement à Capital Variable,
(anc. Bilfinger Berger Global Infrastructure SICAV S.A.).**

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6E, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 163.879.

In the year two thousand fourteen, on the thirtieth of April.

Before us Maître Jean-Paul MEYERS, civil law notary residing in Rambrouch, Grand Duchy of Luxembourg.

Was held

an extraordinary general meeting of the shareholders (the Meeting) of "Bilfinger Berger Global Infrastructure SICAV S.A." (the Company), a Luxembourg Société Anonyme, organized as a société d'investissement à capital variable, having its registered office at 6, route de Trèves, L-2633 Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Register of Commerce and Companies of Luxembourg under number B163879, incorporated by a deed of Maître Henri Hellinckx, notary in Luxembourg, on October 3, 2011, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations N° 2870 page 1337732 dated November 24, 2011 which articles of association (the Articles) have been amended several times, most recently on June 24, 2013 pursuant to a deed drawn up by Maître Jean-Paul Meyers, a notary resident in Rambrouch, Grand Duchy of Luxembourg, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations N° 1929, page 92587 dated August 9, 2013.

The meeting was formally opened after free discussion between shareholders.

The Meeting is chaired by Mr David Richardson, with professional address in 6E, route de Trèves, L-2633 Senningerberg.

The Chairman appointed as Secretary Mr John Ellman-Brown, with professional address at IPES (UK) Limited, 10, Lower Grosvenor Place, London SW1W 0EN, United Kingdom.

The Meeting elected as Scrutineer Mr Michael Denny, with professional address in 6E, route de Trèves, L-2633 Senningerberg, (the Chairman, the Secretary and the Scrutineer constituting the Bureau of the Meeting).

The Bureau of the Meeting having thus been constituted, the Chairman declared and requested the notary to state that:

I. That the shareholders present or represented and the number of Shares held by them are shown on an attendance list, correspondingly signed by the Bureau and the notary.

The attendance list and the proxies, signed *in varietur* by the Shareholders, the Bureau and the notary will also remain attached to this document in order to be registered together.

The Bureau expressly confirms to the notary that all Shareholders have been duly convened on 28 March 2014 according to the respective regulations and the articles of association and a copy of the Convening Notice is handed to the notary.

Further, the Bureau expressly confirms to the notary that 55.95% of the share capital is present or represented at the present meeting and that all the shareholders represented declare that they had knowledge of the agenda prior to the meeting, no further information being necessary.

II. The Bureau endorses that it appears from this list that 238,094,810 out of 425,573,646 Shares, representing the majority (55.95%) of the issued Shares are present or represented at the general meeting, as the sole General Partner Share so that the meeting can validly decide on all the items on its agenda.

III. The Bureau expressly confirms to the notary that the company has not issued any debentures (*emprunts obligataires*).

IV. That the agenda of the Meeting is as follows:

1. Subject to the prior approval by the Commission de surveillance du secteur financier (the "CSSF"), amendment of article 1 of the Articles, so that it reads henceforth as follows:

“ **Art. 1.** There exists among the current owner(s) of shares and all those who may become holders of shares hereafter issued, a company in the form of a *société anonyme* (public limited company) qualifying as a *société d'investissement à capital variable* (investment company with variable capital) under the name of BBGI SICAV S.A. (the "Company").”

2. Subject to the prior approval by the CSSF, amendment of article 28 of the Articles, so that it reads henceforth as follows:

“ **Art. 28.** The general meeting of shareholders decides upon recommendation of the Board and within the limits provided by the Law if and to what extent distributions shall be made.

Interim distributions may be made upon decision of the Board and subject to the consent of the Supervisory Board.

Distributions may be made by way of dividend payment, capital distribution or otherwise in accordance with the Law, the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended, and the Articles.

No distribution may be made if, as a result thereof, the capital of the Company became less than the minimum prescribed by the Law.

A distribution declared but not paid on a share during five years cannot thereafter be claimed by the holder of such share, shall be forfeited by the holder of such share, and shall revert to the Company.

No interest will be paid on distributions declared and unclaimed which are held by the Company on behalf of holders of shares.

The Board may, if authorised by a resolution of the shareholders, offer any holders of any particular class of shares the right to elect to receive further shares (whether or not of that class), instead of cash in respect of all or part of any distribution specified by the resolution (a "Scrip Dividend") in accordance with the following provisions of this Article 28.

The resolution may specify a particular distribution (whether or not already declared) or may specify all or any distributions declared within a specified period, but such period may not end later than the conclusion of the fifth annual general meeting of the Company to be held following the date of the meeting at which the resolution is passed.

The basis of allotment shall be decided by the Board so that, as nearly as may be considered convenient, the value of the further shares, including any fractional entitlement, is equal to the amount of the cash distribution which would otherwise have been paid.

For the purposes of this Article 28 (and for such time as the relevant class of shares is admitted to trading on the main market of the London Stock Exchange) the value of the further shares shall be calculated by reference to the higher of the most recent Net Asset Value per share (as calculated by the Company's administrator from time to time) and the volume weighted average price for a fully paid share of the relevant class, as published by the London Stock Exchange plc, for the day on which such shares are first quoted "ex" the relevant distribution and the next immediately following four days on which such shares were traded (the "Scrip Price").

The Board shall give notice to the shareholders of their rights of election in respect of the Scrip Dividend and shall specify the procedure to be followed in order to make an election.

The distribution or that part of it in respect of which an election for the Scrip Dividend is made shall not be paid and instead further shares of the relevant class shall be allotted in accordance with elections duly made and the Board shall capitalise a sum to the aggregate nominal amount of the shares to be allotted out of such sums available for the purpose as the Directors may consider appropriate.

The further shares so allotted shall rank *pari passu* in all respects with the shares of the same class then in issue except as regards participation in the relevant distribution.

The Board may decide that the right to elect for any Scrip Dividend shall not be made available to shareholders resident in any territory, where in the opinion of the Board, compliance with local laws or regulations would be impossible or unduly onerous.

The Board may do all acts and things considered necessary or expedient to give effect to the provisions of a Scrip Dividend election and the issue of any shares in accordance with the provisions of this Article 28 and the Law, and may make such provisions as they think fit in the case of shares becoming distributable in fractions (including provisions under which, in whole or in part, the benefit of the fractional entitlements accrues to the Company rather than to the shareholder concerned)."

3. Subject to the prior approval by the CSSF, amendment of article 30 of the Articles, so that it reads henceforth as follows:

" **Art. 30.** If during the course of an offer to the shareholders of the Company, as set out in the Luxembourg law on takeover bids dated 19 May 2006 implementing Directive 2004/25/EC on takeover bids, or even before the date of the offer if the Management Board has reason to believe that a bona fide offer might be imminent, the Management Board and Supervisory Board shall not without the approval of the shareholders in general meeting:

(1) take any action which may result in any offer or bona fide possible offer being frustrated or in shareholders being denied the opportunity to decide on its merits;

(2) issue any shares;

(3) issue or grant options in respect of any unissued shares;

(4) create or issue, or permit the creation or issue of, any securities carrying rights of conversion into or subscription for shares;

(5) sell, dispose of or acquire, or agree to sell, dispose of or acquire, assets of a material amount; or

(6) enter into contracts otherwise than in the ordinary course of business.

The foregoing requirement for approval of the shareholders in a general meeting shall be waived where the holders of shares carrying more than 50% of the voting rights of each class of shares (if relevant) state in writing that they approve the action proposed and would vote in favour of any resolution to that effect proposed at a general meeting."

Then the meeting takes the following resolutions:

First resolution

After the foregoing has been approved and after due deliberation, and after acknowledging the approval of the CSSF, the meeting took the following resolution at the majorities set out hereafter as to amend article 1 of the Articles, so that it reads henceforth as follows:

" **Art. 1.** There exists among the current owner(s) of shares and all those who may become holders of shares hereafter issued, a company in the form of a société anonyme (public limited company) qualifying as a société d'investissement à capital variable (investment company with variable capital) under the name of BBGI SICAV S.A. (the "Company")."

VOTE:

For: 236,473,428

Against: 1,621,382

Abstentions: 0

The here above stated resolution having been carried by the majority of the votes of the shareholders present or represented as required by the law, is consequently validly passed and the article amended as indicated.

Second resolution

After the foregoing has been approved and after due deliberation, and after acknowledging the approval of the CSSF, the meeting took the following resolution at the majorities set out hereafter as to amend article 28 of the Articles, so that it reads henceforth as follows:

" **Art. 28.** The general meeting of shareholders decides upon recommendation of the Board and within the limits provided by the Law if and to what extent distributions shall be made.

Interim distributions may be made upon decision of the Board and subject to the consent of the Supervisory Board.

Distributions may be made by way of dividend payment, capital distribution or otherwise in accordance with the Law, the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended, and the Articles.

No distribution may be made if, as a result thereof, the capital of the Company became less than the minimum prescribed by the Law.

A distribution declared but not paid on a share during five years cannot thereafter be claimed by the holder of such share, shall be forfeited by the holder of such share, and shall revert to the Company.

No interest will be paid on distributions declared and unclaimed which are held by the Company on behalf of holders of shares.

The Board may, if authorised by a resolution of the shareholders, offer any holders of any particular class of shares the right to elect to receive further shares (whether or not of that class), instead of cash in respect of all or part of any distribution specified by the resolution (a "Scrip Dividend") in accordance with the following provisions of this Article 28.

The resolution may specify a particular distribution (whether or not already declared) or may specify all or any distributions declared within a specified period, but such period may not end later than the conclusion of the fifth annual general meeting of the Company to be held following the date of the meeting at which the resolution is passed.

The basis of allotment shall be decided by the Board so that, as nearly as may be considered convenient, the value of the further shares, including any fractional entitlement, is equal to the amount of the cash distribution which would otherwise have been paid.

For the purposes of this Article 28 (and for such time as the relevant class of shares is admitted to trading on the main market of the London Stock Exchange) the value of the further shares shall be calculated by reference to the higher of the most recent Net Asset Value per share (as calculated by the Company's administrator from time to time) and the volume weighted average price for a fully paid share of the relevant class, as published by the London Stock Exchange plc, for the day on which such shares are first quoted "ex" the relevant distribution and the next immediately following four days on which such shares were traded (the "Scrip Price").

The Board shall give notice to the shareholders of their rights of election in respect of the Scrip Dividend and shall specify the procedure to be followed in order to make an election.

The distribution or that part of it in respect of which an election for the Scrip Dividend is made shall not be paid and instead further shares of the relevant class shall be allotted in accordance with elections duly made and the Board shall capitalise a sum to the aggregate nominal amount of the shares to be allotted out of such sums available for the purpose as the Directors may consider appropriate.

The further shares so allotted shall rank *pari passu* in all respects with the shares of the same class then in issue except as regards participation in the relevant distribution.

The Board may decide that the right to elect for any Scrip Dividend shall not be made available to shareholders resident in any territory, where in the opinion of the Board, compliance with local laws or regulations would be impossible or unduly onerous.

The Board may do all acts and things considered necessary or expedient to give effect to the provisions of a Scrip Dividend election and the issue of any shares in accordance with the provisions of this Article 28 and the Law, and may make such provisions as they think fit in the case of shares becoming distributable in fractions (including provisions under which, in whole or in part, the benefit of the fractional entitlements accrues to the Company rather than to the shareholder concerned)."

VOTE:

For: 238,060,098

Against: 34,712

Abstentions: 0

The here above stated resolution having been carried by the majority of the votes of the shareholders present or represented as required by the law, is consequently validly passed and the article amended as indicated.

Third resolution

After the foregoing has been approved and after due deliberation, and after acknowledging the approval of the CSSF, the meeting took the following resolution at the majorities set out hereafter as to amend article 30 of the Articles, so that it reads henceforth as follows:

" **Art. 30.** If during the course of an offer to the shareholders of the Company, as set out in the Luxembourg law on takeover bids dated 19 May 2006 implementing Directive 2004/25/EC on takeover bids, or even before the date of the offer if the Management Board has reason to believe that a bona fide offer might be imminent, the Management Board and Supervisory Board shall not without the approval of the shareholders in general meeting:

- (1) take any action which may result in any offer or bona fide possible offer being frustrated or in shareholders being denied the opportunity to decide on its merits;
- (2) issue any shares;
- (3) issue or grant options in respect of any unissued shares;
- (4) create or issue, or permit the creation or issue of, any securities carrying rights of conversion into or subscription for shares;
- (5) sell, dispose of or acquire, or agree to sell, dispose of or acquire, assets of a material amount; or
- (6) enter into contracts otherwise than in the ordinary course of business.

The foregoing requirement for approval of the shareholders in a general meeting shall be waived where the holders of shares carrying more than 50% of the voting rights of each class of shares (if relevant) state in writing that they approve the action proposed and would vote in favour of any resolution to that effect proposed at a general meeting.”

VOTE:

For: 238,051,299

Against: 34,712

Abstentions: 8,799

The here above stated resolution having been carried by the majority of the votes of the shareholders present or represented as required by the law, is consequently validly passed and the article amended as indicated.

There being no further business before the meeting, the same was thereupon closed.

Statement and power

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that accordingly to the Luxembourg Law of 2010 on undertakings for collective investment as amended, and on the special request of the Bureau, the present deed is worded in English only and in case of translation requirements for executive registering or processing purposes, the translated version will be for the specified commitments only and the English version will always prevail.

Thus, the above appearing party, Shareholders and Bureau as represented hereby gives power to any agent or employee of the office of the signing notary, acting individually, to proceed to a free translation of the relevant articles or any part as requested of this deed for registration, listing or filing purposes at the Luxembourg Companies' Register and to sign all additional recordings, draw, correct and sign any error, lapse or typo contained herewith.

WHEREUPON the present deed was drawn up in Senningerberg on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, all of whom are known to the notary by their surnames, Christian names, civil status and residences, the members of the Bureau signed together with us, the notary, the present original deed, no shareholder expressing the wish to sign.

Signé: Richardson, Ellman-Brown, Denny, Jean-Paul Meyers.

Enregistré à Redange/Attert, le 06 mai 2014. Relation: RED/2014/1016. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Kirsch.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée sur papier libre, aux fins d'enregistrement auprès du R.C.S.L. et de la publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Rambrouch, le 06 mai 2014.

Jean-Paul MEYERS.

Référence de publication: 2014071927/224.

(140084571) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2014.

Basic & Háp S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5532 Remich, 15, rue Enz.

R.C.S. Luxembourg B 187.120.

—
STATUTEN

Im Jahre zweitausendvierzehn, am zwölften Mai

Vor dem unterzeichneten Notar Patrick SERRES, mit Amtssitz in Remich (Großherzogtum Luxemburg).

Sind erschienen:

1.- Herr Egon Johann Háp, Maurermeister, geboren am 26. September 1965, in Saarburg (Deutschland), wohnhaft in D-66693 Mettlach, Weitener Strasse 18;

2.- Frau Diana Háp geb. Rauls, Bürokauffrau, geboren am 17. Dezember 1970, in Saarburg (Deutschland), wohnhaft in D-66693 Mettlach, Weitener Strasse 18;

3.- Herr Adis Basic, Maurer, geboren am 19. November 1980, in Dobož (BH), wohnhaft in D-66693 Saarhölzbach, Hügelstrasse 22;

4.- Herr Edin Basic, Maurer, geboren am 20. Oktober 1987, in Dobož (BH), wohnhaft in D-66693 Saarhölzbach, Hügelstrasse 22.

Vorgenannte Parteien haben den amtierenden Notar ersucht die Satzung einer von ihnen zu gründenden Gesellschaft mit beschränkter Haftung wie folgt zu beurkunden:

Art. 1. Eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung ist gegründet, der die nachstehende Satzung, sowie die diesbezügliche Gesetzgebung zu Grunde liegt.

Art. 2. Die Gesellschaft hat zum Zweck die Ausführung von Hoch- und Tiefbauarbeiten, Straßenbau, sowie den Handel mit Bauelementen oder sonstigen Baumaterialien, den Ankauf, die Erschließung sowie den Handel von Immobilien, die Bautätigkeit für fremde und eigene Zwecke.

Die Gesellschaft ist ermächtigt, im Inland und im Ausland Zweigniederlassungen und Verkaufsbüros zu eröffnen.

Die Gesellschaft kann sich an Geschäften sowohl im In- als auch im Ausland beteiligen, die einen ähnlichen Zweck verfolgen; sie kann weiterhin sämtliche handelsübliche, industrielle und finanzielle Operationen vornehmen, welche direkt oder indirekt auf dem Hauptzweck Bezug haben.

Art. 3. Die Gesellschaft wird auf unbestimmte Dauer errichtet.

Art. 4. Die Gesellschaft führt den Namen..Basic & Háp S.à r.l..

Art. 5. Der Sitz der Gesellschaft ist in der Gemeinde Remich.

Durch einfachen Beschluss der Geschäftsführung kann der Gesellschaftssitz innerhalb derselben Gemeinde verlegt werden.

Die Geschäftsführung kann Zweigniederlassungen, Filialen, Agenturen oder administrative Büros sowohl im Großherzogtum Luxemburg als auch im Ausland errichten.

Art. 6. Das Stammkapital der Gesellschaft beträgt zwölftausendfünfhundert EURO (12.500.- EUR) eingeteilt in einhundert (100) Anteile von je einhundertfünfzig EURO (125.- EUR).

Art. 7. Das Gesellschaftskapital kann jederzeit erhöht oder herabgesetzt werden, unter den in Artikel 199 des Gesetzes über die Handelsgesellschaften festgesetzten Bedingungen.

Art. 8. Jeder Anteil ist proportional an den Aktiva und am Gewinn beteiligt.

Art. 9. Zwischen Gesellschaftern sind die Anteile frei übertragbar. Die Übertragung unter Lebenden von Gesellschaftsanteilen an Nichtgesellschafter bedarf der Genehmigung der Gesellschafterversammlung und mindestens fünfundsiebzig Prozent des Gesellschaftskapitals. Im Übrigen wird auf die Bestimmungen der Artikel 189 und 190 des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften verwiesen.

Art. 10. Tod, Entmündigung, Konkurs oder Zahlungsunfähigkeit eines Gesellschafters lösen die Gesellschaft nicht auf.

Art. 11. Die Gesellschaft wird durch einen oder mehrere Geschäftsführer, Gesellschafter oder nicht, welche von der Gesellschafterversammlung ernannt werden, verwaltet.

Falls die Gesellschafterversammlung nicht anders bestimmt, haben der oder die Geschäftsführer die weitest gehenden Befugnisse um die Gesellschaftsangelegenheiten zu führen und die Gesellschaft im Rahmen des Gesellschaftszweckes zu verwalten.

Der oder die Geschäftsführer der Gesellschaft können zu jeder Zeit und auch ohne rechtmäßigen Grund von der Generalversammlung der oder des Gesellschafters abberufen werden.

Art. 12. Bei der Ausübung ihres Amtes gehen der oder die Geschäftsführer keinerlei persönliche Verpflichtungen ein. Als Beauftragte sind sie lediglich für die ordnungsgemäße Durchführung ihres Amtes verantwortlich.

Art. 13. Jeder Gesellschafter ist in der Generalversammlung stimmberechtigt. Er hat soviel Stimmen wie er Anteile besitzt und kann sich aufgrund einer Vollmacht an den Versammlungen rechtsgültig vertreten lassen.

Art. 14. Die Generalversammlung fasst ihre Beschlüsse mit einfacher Mehrheit. Beschlüsse über Satzungsänderungen kommen nur zustande, soweit sie von der Mehrheit der Gesellschafter, die drei Viertel des Kapitals vertreten, gefasst werden.

Art. 15. Das Geschäftsjahr beginnt am ersten Januar eines jeden Jahres und endet am einunddreißigsten Dezember desselben Jahres.

Art. 16. Am einunddreißigsten Dezember eines jeden Jahres erstellt die Geschäftsführung den Jahresabschluss.

Art. 17. Jeder Gesellschafter kann am Gesellschaftssitz Einsicht in den Jahresabschluss nehmen.

Art. 18. Fünf Prozent des Reingewinns werden der gesetzlichen Rücklage zugeführt bis diese zehn Prozent des Stammkapitals erreicht hat.

Der Saldo steht zur Verfügung der Gesellschafter.

Art. 19. Im Falle der Auflösung der Gesellschaft wird die Liquidation von einem oder mehreren von der Gesellschafterversammlung ernannten Liquidatoren, die keine Gesellschafter sein müssen, durchgeführt. Die Gesellschafterversammlung legt deren Befugnisse und Bezüge fest.

Art. 20. Wann, und so lang ein Gesellschafter alle Anteile besitzt, ist die Gesellschaft eine Einmanngesellschaft im Sinn von Artikel 179(2) des Gesetzes über die kommerziellen Gesellschaften; in diesem Fall finden unter anderem die Artikel 200-1 und 200-2 desselben Gesetzes Anwendung.

Art. 21. Für alle Punkte, die nicht in dieser Satzung festgelegt sind, verweisen die Gründer auf die gesetzlichen Bestimmungen.

Übergangsbestimmung

Das erste Geschäftsjahr beginnt am heutigen Tag und endet am 31. Dezember 2014.

Zeichnung der Anteile

Alle einhundert (100) Anteile wurden wie folgt gezeichnet:

1) Herr Egon Johann Häp, vorbenannt, vierundzwanzig Anteile	24
2) Frau Diana Häp geb. Rauls , vorbenannt, sechsundzwanzig Anteile	26
3) Herr Adis Basic, vorbenannt, fünfundzwanzig Anteile	25
4) Herr Edin Basic, vorbenannt, fünfundzwanzig Anteile	25
TOTAL: einhundert Anteile	100

Dieselben Anteile wurden voll in bar eingezahlt, so dass die Summe von zwölftausendfünfhundert EURO (12.500.-EUR) der Gesellschaft ab jetzt zur Verfügung steht, wie dies dem amtierenden Notar ausdrücklich bestätigt wurde.

Der unterzeichnete Notar hat festgestellt, dass die Bedingungen von Artikel 183 des Gesetzes über die Handelsgesellschaften erfüllt sind.

Kosten

Die der Gesellschaft aus Anlass ihrer Gründung anfallenden Kosten, Honorare und Auslagen betragen schätzungsweise eintausend Euro (1.000.-EUR).

Ausserordentliche Gesellschafterversammlung

Sodann sind die Komparenten, handelnd wie erwähnt, die das gesamte Gesellschaftskapital vertreten, zu einer Generalversammlung zusammengetreten, und haben einstimmig folgende Beschlüsse gefasst:

Erster Beschluss

Zum Geschäftsführer wird auf unbestimmte Dauer ernannt:

Herr Egon Johann Häp, Maurermeister, vorbenannt.

Die Gesellschaft wird verpflichtet durch die alleinige Unterschrift des Geschäftsführers.

Zweiter Beschluss

Die Anschrift der Gesellschaft lautet: L-5532 Remich, 15, rue Enz

Erklärung

Die erschienenen Parteien erklären hiermit, dass sie selbst an den eingebrachten Vermögenswerten letztlich wirtschaftlich berechtigt sind und bestätigen dass die Gelder und Vermögenswerte nicht aus einer Straftat herrühren.

WORÜBER URKUNDE, Aufgenommen zu Remich, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung alles Vorstehenden an die Komparenten, dem Notar nach Namen, gebräuchlichem Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, haben dieselben gegenwärtige Urkunde mit dem Notar unterschrieben.

Gezeichnet: E. Johann HÄP, D. HÄP geb. RAULS, A. BASIC, E. BASIC, Patrick SERRES.

Enregistré à Remich, le 15 mai 2014. Relation: REM/2014/1092. Reçu soixante-quinze euros 75.- €.

Le Receveur ff. (signé): L. SCHLINK.

Für gleichlautende Ausfertigung, zum Zwecke der Veröffentlichung im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, erteilt.

Remich, den 21. Mai 2014.

Référence de publication: 2014071920/113.

(140084355) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2014.

Cargill International Luxembourg 3 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 1.587.272.140,00.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 150.967.

In the year two thousand and fourteen, on the thirteenth of May.

Before Us, Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

Cargill International Luxembourg 1 S.à r.l., a société à responsabilité limitée, incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 11-13, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under section B, number 150.964,

here represented by Mrs Corinne PETIT, employee, professionally residing at 74, avenue Victor Hugo, L1750 Luxembourg, by virtue of a proxy given in Luxembourg, on May 12th, 2014.

The said proxy, initialled "ne varietur" by the proxyholder of the appearing person and the notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party is the sole shareholder of Cargill International Luxembourg 3 S.à r.l., a société à responsabilité limitée, incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 11-13, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under section B, number 150.967, incorporated pursuant to a deed of the undersigned notary, on 25 January 2010, published on 4 March 2010 in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 473 (hereinafter the "Company"). The articles of association were amended for the last time on 17 March 2014 pursuant to a deed of the undersigned notary, not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

The appearing party, representing the entire share capital of the Company and having waived any notice requirement, reviewed the following agenda:

Agenda

1. Increase of the share capital of the Company by an amount of one hundred and twenty-two million one hundred and seventy-six thousand eight hundred United States Dollars (USD 122,176,800.-) so as to raise it from its current amount of one billion four hundred and sixty-five million ninety-five thousand three hundred and forty United States Dollars (USD 1,465,095,340.-) up to one billion five hundred and eighty-seven million two hundred and seventy-two thousand one hundred and forty United States Dollars (USD 1,587,272,140.-) through the issue of one hundred and twenty-two million one hundred and seventy-six thousand eight hundred (122,176,800) new shares of a par value of one United States Dollar (USD 1.-) each.

2. Subsequent amendment of Article 5.1 of the articles of association of the Company.

3. Miscellaneous.

After having reviewed the items of the agenda, the appearing party requested the notary to enact the following resolutions:

First resolution

The sole shareholder resolves to increase the share capital of the Company by an amount of one hundred and twenty-two million one hundred and seventy-six thousand eight hundred United States Dollars (USD 122,176,800.-) so as to raise it from its current amount of one billion four hundred and sixty-five million ninety-five thousand three hundred and forty United States Dollars (USD 1,465,095,340.-) up to one billion five hundred and eighty-seven million two hundred and seventy-two thousand one hundred and forty United States Dollars (USD 1,587,272,140.-) through the issue of one hundred and twenty-two million one hundred and seventy-six thousand eight hundred (122,176,800) new shares of a par value of one United States Dollar (USD 1.-) each.

The one hundred and twenty-two million one hundred and seventy-six thousand eight hundred (122,176,800) new shares have been entirely subscribed by Cargill International Luxembourg 1 S.à r.l., aforementioned, at a total price of one hundred and twenty-two million one hundred and seventy-six thousand eight hundred United States Dollars (USD 122,176,800.-).

The subscribed shares have been fully paid up through a contribution in kind as described hereafter:

Description of the contribution

The contribution in kind consists of forty (40) shares of Cargill International (Gibraltar) Limited, a private company limited by shares existing under the laws of Gibraltar, having its registered office at 10/8 International Commercial Centre, Casemates Square, Gibraltar registration number 105777, representing 20% of the total number of shares issued by Cargill International (Gibraltar) Limited to Cargill International Luxembourg 1 S.à r.l..

The fair market value of this contribution is of one hundred and twenty-two million one hundred and seventy-six thousand eight hundred United States Dollars (USD 122,176,800.-).

The proof of the existence and of the value of the above contribution has been produced to the undersigned notary.

The subscription price of one hundred and twenty-two million one hundred and seventy-six thousand eight hundred United States Dollars (USD 122,176,800.-) has been entirely allocated to the share capital.

Any manager or authorised officer of the contributed company is authorised to record such contribution in its shareholders' register.

Second resolution

As a consequence of the above resolution, the sole shareholder resolves to amend article 5.1 of the articles of association of the Company which now reads as follows:

" 5.1. The Company's share capital is set at one billion five hundred and eighty-seven million two hundred and seventy-two thousand one hundred and forty United States Dollars (USD 1,587,272,140.-) represented by one billion five hundred and eighty-seven million two hundred and seventy-two thousand one hundred and forty (1,587,272,140) shares having a par value of one United States Dollar (USD 1.-) each."

Estimate of costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with its capital increase, have been estimated at about seven thousand euro (EUR 7,000.-).

The undersigned notary who speaks and understands English, states herewith that upon request of the proxyholder of the appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version; at the request of the appearing party and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereof, the present deed is drawn up in Luxembourg, on the day stated at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing known to the notary by his name, first name and residence, such proxyholder signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le treize mai.

Par-devant Nous, Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

A COMPARU:

Cargill International Luxembourg 1 S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et existant selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 11-13, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, enregistrée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 150.964,

ici représentée par Madame Corinne PETIT, employée privée, ayant son adresse professionnelle au 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Luxembourg, le 12 mai 2014.

Ladite procuration paraphée "ne varietur" par le mandataire de la partie comparante et par le notaire soussigné restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Laquelle partie comparante est l'associé unique de Cargill International Luxembourg 3 S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et existant selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 11-13, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, enregistrée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 150.967, constituée selon acte du notaire soussigné, le 25 janvier 2010, publié le 4 mars 2010 au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 473 (ci-après la «Société»). Les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois selon acte du notaire soussignée, le 17 mars 2014, non encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations,

La partie comparante, représentant l'intégralité du capital social de la Société et ayant renoncé à toute convocation, a revu l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour

1. Augmentation du capital social de la Société d'un montant de cent vingt-deux millions cent soixante-seize mille huit cents dollars américains (USD 122.176.800,-) afin de le porter de son montant actuel de un milliard quatre cent soixante-cinq millions quatre-vingt-quinze mille trois cent quarante dollars américains (USD 1.465.095.340,-) à un milliard cinq cent quatre-vingt-sept millions deux cent soixante-douze mille cent quarante dollars américains (USD 1.587.272.140,-) par l'émission de cent vingt-deux millions cent soixante-seize mille huit cents (122.176.800) nouvelles parts sociales d'une valeur nominale d'un dollar américain (USD 1,-) chacune;

2. Modification subséquente de l'article 5.1 des statuts de la Société;

3. Divers.

Après avoir passé en revue les points à l'ordre du jour, la partie comparante a requis le notaire instrumentant d'acter les résolutions suivantes:

Première résolution

L'associé unique décide d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de cent vingt-deux millions cent soixante-seize mille huit cents dollars américains (USD 122.176.800,-) afin de le porter de son montant actuel de un milliard quatre cent soixante-cinq millions quatre-vingt-quinze mille trois cent quarante dollars américains (USD 1.465.095.340,-) à un milliard cinq cent quatre-vingt-sept millions deux cent soixante-douze mille cent quarante dollars américains (USD 1.587.272.140,-) par l'émission de cent vingt-deux millions cent soixante-seize mille huit cents (122.176.800) nouvelles parts sociales d'une valeur nominale d'un dollar américain (USD 1,-) chacune.

Les cent vingt-deux millions cent soixante-seize mille huit cents (122.176.800) nouvelles parts sociales ont été intégralement souscrites par Cargill International Luxembourg 1 S.à r.l., susmentionnée, pour un prix total de cent vingt-deux millions cent soixante-seize mille huit cents dollars américains (USD 122.176.800,-).

Les parts sociales souscrites ont été intégralement libérées par voie d'apport en nature comme décrit ci-après:

Description de l'apport

L'apport en nature consiste en quarante (40) actions ordinaires de Cargill International (Gibraltar) Limited, une société existant sous le droit de Gibraltar, ayant son siège social au 10/8 International Commercial Centre, Casemates Square, Gibraltar, enregistrée sous le numéro 105777, représentant 20% du nombre total de parts émises par Cargill International (Gibraltar) Limited à Cargill International Luxembourg 1 S.à r.l..

La valeur de marché de cet apport en nature est évaluée à cent vingt-deux millions cent soixante-seize mille huit cents dollars américains (USD 122.176.800,-).

La preuve de l'existence et de la valeur de l'apport ci-dessus a été présentée au notaire soussigné.

Le prix total de souscription de cent vingt-deux millions cent soixante-seize mille huit cents dollars américains (USD 122.176.800,-) a été entièrement alloué au capital social.

Tout gérant ou fondé de pouvoir de la société apportée sera autorisé à inscrire ladite contribution dans le registre des actionnaires.

Seconde résolution

A la suite de la résolution précédente, l'associé unique décide de modifier l'Article 5.1 des statuts de la Société qui aura désormais la teneur suivante:

“ **5.1.** Le capital social de la Société est fixé à un milliard cinq cent quatre-vingt-sept millions deux cent soixante-douze mille cent quarante dollars américains (USD 1.587.272.140,-) représenté par un milliard cinq cent quatre-vingt-sept millions deux cent soixante-douze mille cent quarante (1.587.272.140) parts sociales, d'une valeur d'un dollar américain (USD 1,-) chacune.”

Estimation des frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de cette augmentation de capital ont été estimés à environ sept mille euros (EUR 7.000,-).

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande du mandataire de la comparante, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; sur demande du même mandataire et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, la version anglaise fait foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la comparante, connue du notaire instrumentaire par nom, prénom usuel et demeure, ledit mandataire a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: C. Petit et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 15 mai 2014. LAC/2014/22623. Reçu soixante-quinze euros (75.- €).

Le Releveur (signée): Irène Thill.

POUR COPIE CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 mai 2014.

Référence de publication: 2014071978/156.

(140084692) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2014.

Autotax SA, Société Anonyme.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 7, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 131.982.

L'an deux mille quatorze, le vingt-quatre février.

Pardevant Maître Frank MOLITOR, notaire de résidence à Luxembourg, soussigné.

S'est réunie

l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de AUTOTAX SA de L-1273 Luxembourg, 7, rue de Bitbourg, inscrite au Registre de Commerce de Luxembourg sous le numéro B 131 982, constituée suivant acte du notaire Frank MOLITOR de Dudelange en date du 30 août 2007, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C, numéro 2421 du 25 octobre 2007, modifiée suivant acte du notaire Frank MOLITOR de Dudelange en date du 23 décembre 2010, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C, numéro 277 du 9 février 2010.

L'Assemblée est ouverte sous la présidence de Alain LE NÉNAN, clerc de notaire, demeurant à Herserange (France), qui désigne comme secrétaire Alice GOMES, salariée, demeurant à Esch-sur-Alzette,

L'Assemblée choisit comme scrutateur Kindy FRITSCH, administrateur de sociétés, demeurant à Luxembourg.

Le Président expose d'abord que

I.- La présente Assemblée a pour ordre du jour:

- 1.- Changement de la valeur nominale des actions;
- 2.- Modification de l'article 5;
- 3.- Nomination du conseil d'administration;
- 4.- Révocation du commissaire aux comptes;
- 5.- Nomination d'un nouveau commissaire aux comptes.

II.- Les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence ci-annexée.

Resteront pareillement annexées au présent acte d'éventuelles procurations d'actionnaires représentés.

III.- L'intégralité du capital social étant présente ou représentée à la présente Assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

IV.- L'Assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut partant délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'ordre du jour.

Puis, l'Assemblée, après avoir délibéré, prend à l'unanimité des voix et par votes séparés, les résolutions suivantes:

Première résolution

Elle change le nombre de trente et une (31) actions de mille (1.000.-) euros chacune en mille actions (1.000) de trente et un (31.-) euros chacune.

Deuxième résolution

Elle modifie le 1^{er} alinéa de l'article 5 des statuts et lui donne la teneur suivante:

" **Art. 5.** Le capital souscrit est fixé à trente et un mille (31.000.-) euros, représenté par mille (1.000) actions de trente et un (31) euros chacune, disposant chacune d'une voix aux assemblées générales.

.... "

Troisième résolution

Elle nomme aux fonctions d'administrateurs jusqu'à l'assemblée générale qui aura lieu en 2018:

- 1.- Max LAMESCH, salarié, né à Luxembourg, le 2 juin 1989, demeurant à L-1670 Senningerberg, 55, rue Gromscheid.
- 2.- Kindy FRITSCH, administrateur de sociétés, né à Luxembourg, le 20 avril 1983, demeurant à L-2320 Luxembourg, 55, boulevard de la Pétrusse.
- 3.- K.F. FINANCE SA, avec siège social à L-2328 Luxembourg, 20, rue des Peupliers, inscrite au Registre de Commerce de Luxembourg sous le numéro B 141 656.

Quatrième résolution

Elle révoque K.F. FIDUCIAIRE S.A., avec siège social à L-2328 Luxembourg, 20, rue des Peupliers, inscrite au Registre de Commerce de Luxembourg sous le numéro B 143 688 de sa fonction de commissaire aux comptes et lui donne décharge quant à l'exécution de son mandat.

Cinquième résolution

Elle nomme aux fonctions de commissaire aux comptes:

- FIDU-CONCEPT SARL, avec siège social à L-2132 Luxembourg, 36, avenue Marie-Thérèse, inscrite au Registre de Commerce de Luxembourg sous le numéro B 38 136.

Le mandat du commissaire aux comptes ainsi nommé prendra fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle qui statuera sur les comptes de l'exercice social 2017.

Finalement, plus rien n'étant à l'ordre du jour la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, en l'étude.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire par leur nom, prénoms usuels, état et demeure, les comparants ont tous signé avec Nous, notaire, la présente minute.

Signé: Le Nénan, Gomes, Fritsch et Molitor.

Enregistré à LUXEMBOURG A.C., le 3 mars 2014. Relation LAC/2014/9635. Reçu soixante quinze euros 75.-.

Le Receveur (signé): Thill.

Référence de publication: 2014071912/66.

(140084767) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2014.

Bara Constructions S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3656 Kayl, 45A, rue Michel.

R.C.S. Luxembourg B 187.152.

—
STATUTS

L'an deux mil quatorze, le treize mai.

Pardevant Maître Paul BETTINGEN, notaire de résidence à Niederanven.

Ont comparu:

1) Madame Paula Cristina DA CONCEICAO QUARESMA ANTUNES, gérante de société, née à Figueiro-dos-Vinhos (Portugal) le 1^{er} avril 1974, demeurant au 38, rue Emile Mayrisch, L-3522 Dudelange, et

2) Monsieur Fernando RASTEIRO RODRIGUES, gérant de société, né à Alvaizere (Portugal) le 20 mai 1964, demeurant au 63 Rue Jean-Pierre Michels L-4243 Esch-sur-Alzette.

Lesquels comparants ont requis le notaire instrumentaire d'arrêter ainsi qu'il suit les statuts d'une société anonyme qu'ils déclarent constituer entre eux:

Dénomination - Siège - Durée - Objet - Capital

Art. 1^{er}. Il est formé une société anonyme, sous la dénomination de „BARA CONSTRUCTIONS S.A.“

La Société peut avoir un associé unique ou plusieurs actionnaires. Tant que la Société n'a qu'un actionnaire unique, la Société peut être administrée par un administrateur unique seulement qui n'a pas besoin d'être l'associé unique de la Société.

La Société ne pourra pas être dissoute par la mort, la suspension des droits civiques, la faillite, la liquidation ou la banqueroute de l'associé unique.

Art. 2. Le siège social est établi dans la commune de Kayl.

Il pourra être transféré dans les limites de la commune de Kayl par simple décision du conseil d'administration de la Société ou par une décision de l'administrateur unique selon les cas.

Au cas où le conseil d'administration ou l'administrateur unique de la Société selon les cas, estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège ou entre ce siège et l'étranger se sont produits ou sont imminents, il pourra transférer temporairement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Ces mesures provisoires n'auront aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise. Pareilles mesures temporaires seront prises et portées à la connaissance des tiers par l'un des organes exécutifs de la Société ayant qualité de l'engager pour les actes de gestion courante et journalière.

Art. 3. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. La société a pour objet l'exploitation d'une entreprise de constructions, de génie civil, de terrassements, de peintres, de plafonneurs, de façadiers, de monteuses d'échafaudages, de carreleurs, de marbriers, de tailleurs de pierres, de confectionneurs de chapes, de travaux de toiture ainsi que le commerce de matériaux pour le bâtiment.

La Société a pour objet la promotion immobilière tant pour son propre compte que pour compte de tiers, tant au Luxembourg qu'à l'étranger.

Elle peut à cet effet affecter ses immeubles en hypothèque, contracter des prêts et ouvertures de crédit ainsi que mettre à disposition et consentir des sûretés.

La société peut en outre accomplir toutes opérations commerciales, financières ou industrielles quelconques se rattachant directement ou indirectement à son objet ou de nature à en favoriser la réalisation.

Art. 5. Le capital social de la société est fixé à trente et un mille euros (31.000.-) représenté par trente et une (31) actions d'une valeur nominale de mille euros (1.000.-) chacune.

Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire, à l'exception de celles pour lesquelles la loi prescrit la forme nominative.

Les actions de la Société peuvent être créées, au choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

Administration - Surveillance

Art. 6. Si la Société est constituée par un actionnaire unique ou si, à l'occasion d'une assemblée générale des actionnaires, il est établi que la Société a un actionnaire unique, la Société peut être administrée par un administrateur, appelé «administrateur unique», jusqu'à la prochaine assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un actionnaire.

Si la Société a plus d'un actionnaire, la Société sera administrée par un conseil d'administration comprenant au moins trois membres, lesquels ne seront pas nécessairement actionnaires de la Société. Dans ce cas, l'assemblée générale doit nommer au moins 2 (deux) nouveaux administrateurs en plus de l'administrateur unique en place. L'administrateur unique ou, le cas échéant, les administrateurs seront élus pour un terme ne pouvant excéder six ans et ils seront rééligibles.

Toute référence dans les statuts au conseil d'administration sera une référence à l'administrateur unique (lorsque la Société a un associé unique) tant que la Société a un associé unique.

Lorsqu'une personne morale est nommée administrateur de la Société, la personne morale doit désigner un représentant permanent qui représentera la personne morale conformément à l'article 51bis de la loi luxembourgeoise en date du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle qu'amendée.

Le(s) administrateur(s) seront élus par l'assemblée générale. Les actionnaires de la Société détermineront également le nombre d'administrateurs, leur rémunération et la durée de leur mandat. Un administrateur peut être révoqué avec ou sans motif et/ou peut être remplacé à tout moment par décision de l'assemblée générale.

En cas de vacance d'un poste d'administrateur pour cause de décès, de retraite ou toute autre cause, les administrateurs restants pourront élire, à la majorité des votes, un administrateur pour pourvoir au remplacement du poste devenu vacant jusqu'à la prochaine assemblée générale de la Société. En l'absence d'administrateur disponible, l'assemblée générale devra être rapidement réunie par le commissaire aux comptes et se tenir pour nommer de nouveaux administrateurs.

Art. 7. Le conseil d'administration ou, le cas échéant, l'administrateur unique est investi des pouvoirs les plus étendus pour effectuer tous les actes d'administration ou de disposition dans l'intérêt de la Société.

Tous les pouvoirs qui ne sont pas expressément réservés par la loi ou les présents statuts à l'assemblée générale, tombent sous la compétence du conseil d'administration ou de l'administrateur unique selon les cas.

Art. 8. Le conseil d'administration désigne parmi ses membres un président; en cas d'absence du président, la présidence de la réunion peut-être conférée à un administrateur présent.

Le conseil d'administration ne peut délibérer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs, qui peut être donné par écrit, télégramme, télex ou télécopie, étant admis.

En cas d'urgence, les administrateurs peuvent émettre leur vote par écrit, télégramme, télex ou télécopie.

Les décisions du conseil d'administration sont prises à la majorité des voix; en cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante.

Les résolutions prises par l'administrateur unique auront la même autorité que les résolutions prises par le conseil d'administration et seront constatées par des procès verbaux, qui sont signés par l'administrateur unique, et dont les copies ou extraits pourront être produits en justice ou autrement.

Le premier président sera désigné par l'assemblée générale.

Art. 9. Le conseil d'administration peut déléguer, avec l'accord préalable de l'assemblée des actionnaires, ses pouvoirs de gestion journalière et les affaires courantes de la Société ainsi que la représentation de la Société dans cette gestion et ces affaires, à un des membres du conseil d'administration.

Le conseil d'administration ou, le cas échéant, l'administrateur unique peut en outre conférer tous pouvoirs et mandats spéciaux à toute personne, qui n'a pas besoin d'être administrateur, et nommer et révoquer tous agents et employés et fixer leurs émoluments.

Art. 10. La Société est engagée par la signature conjointe de deux administrateurs de la Société, par la signature unique de l'administrateur-délégué dans les limites de la gestion journalière, ou, le cas échéant par la signature de l'administrateur unique, ou par la signature conjointe ou unique de toute personne à laquelle un tel pouvoir de signature a été délégué par le conseil d'administration ou l'administrateur unique selon le cas.

Art. 11. La surveillance de la société est confiée à un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés pour une durée qui ne peut dépasser six années, rééligibles et toujours révocables.

Année sociale - Assemblée générale

Art. 12. L'année sociale commence le premier janvier et se termine le trente-et-un décembre de chaque année.

Art. 13. Pour le cas où il n'y aurait qu'un seul actionnaire (l'associé unique), celui-ci exercera, au cours des assemblées générales dûment tenues, tous les pouvoirs revenant à l'assemblée générale des actionnaires en vertu de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Les convocations pour les assemblées générales sont faites conformément aux dispositions légales. Elles ne sont pas nécessaires, lorsque tous les actionnaires sont présents ou représentés, et lorsqu'ils déclarent avoir eu préalablement connaissance de l'ordre du jour.

Le conseil d'administration peut décider que pour pouvoir assister à l'assemblée générale, le propriétaire d'actions doit en effectuer le dépôt cinq jours francs avant la date fixée pour la réunion; tout actionnaire aura le droit de voter en personne ou par mandataire, actionnaire ou non.

Chaque action donne droit à une voix.

Art. 14. L'assemblée des actionnaires de la société régulièrement constituée représente tous les actionnaires de la Société.

Elle a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la Société.

Art. 15. L'assemblée générale décide de l'affectation et de la distribution du bénéfice net.

Le conseil d'administration ou l'administrateur unique selon les cas est autorisé à verser des acomptes sur dividendes en se conformant aux conditions prescrites par la loi.

Art. 16. L'assemblée générale annuelle se tiendra de plein droit le troisième vendredi du mois de mai à 17 heures, et pour la première fois en deux mille quinze au siège social ou à tout autre endroit de la commune du siège social à désigner par les convocations.

Si ce jour est un jour férié, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

Art. 17. La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, ainsi que ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.

Dispositions transitoires

1) Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se termine le 31 décembre 2014.

2) La première assemblée générale ordinaire annuelle se tiendra en l'an 2015.

Souscription - Libération

Les statuts de la société ayant été ainsi établis, les comparants ont souscrit à l'intégralité du capital comme suit:

1.- Madame Paula Cristina DA CONCEICAO QUARESMA ANTUNES, prénommée, vingt-cinq actions	25
2.- Monsieur Fernando RASTEIRO RODRIGUES, prénommé, six actions	6
Total: TRENTE ET UNE ACTIONS	31

Les vingt-cinq actions souscrites par Madame Paula Cristina DA CONCEICAO QUARESMA ANTUNES, prénommée, ont été libérées intégralement par un apport en nature évalué à vingt-cinq mille euros (EUR 25.000,-) comme suit:

- une machine excavatrice sur chenilles de marque VOLVO, type EC35, de l'année 2002, numéro de châssis 28314742, Cet apport est fait pour une valeur de quinze mille deux cents euros (EUR 15.200,-).

La preuve de la propriété a été fournie au notaire instrumentant résultant de la facture datée du 17 février 2014.

- une camionnette de marque FIAT, dénomination DUCATO, châssis numéro ZFA25000001087435, numéro d'immatriculation FP8706. Cet apport est fait pour une valeur de neuf mille huit cents euros (EUR 9.800,-).

La preuve de la propriété a été fournie au notaire instrumentant résultant de la carte d'immatriculation dudit véhicule.

Madame Paula Cristina DA CONCEICAO QUARESMA ANTUNES, prénommée déclare, sous sa responsabilité personnelle, qu'elle est le seul plein propriétaire de la machine et du véhicule apportés et possède les pouvoirs d'en disposer et qu'il n'existe pas d'empêchements légaux ou contractuels au transfert de propriété de l'apport et qu'elle accomplira toutes les formalités requises en vue du transfert juridique de la propriété de l'apport.

Les copies de la facture et de la carte d'immatriculation après avoir été signées ne varietur par les comparants et le notaire soussigné, demeureront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Les six actions souscrites par Monsieur Fernando RASTEIRO RODRIGUES, prénommé, ont été libérées intégralement par un apport en nature évalué à six mille euros (EUR 6.000,-) comme suit:

- une camionnette de marque ISUZU, dénomination DOUBLE CABINE, châssis numéro JAANPR77L67100168, numéro d'immatriculation LF9017.

La preuve de la propriété a été fournie au notaire instrumentant résultant de la carte d'immatriculation dudit véhicule.

Monsieur Fernando RASTEIRO RODRIGUES, prénommé déclare, sous sa responsabilité personnelle, qu'il est le seul plein propriétaire de la du véhicule apporté et possède les pouvoirs d'en disposer et qu'il n'existe pas d'empêchements légaux ou contractuels au transfert de propriété de l'apport et qu'il accomplira toutes les formalités requises en vue du transfert juridique de la propriété de l'apport.

La copie de la carte d'immatriculation dudit véhicule après avoir été signée ne varietur par les comparants et le notaire soussigné, demeurera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution, s'élève approximativement à mille cents euros (EUR 1.100,-).

Assemblée générale extraordinaire

Les comparants préqualifiés, représentant l'intégralité du capital social souscrit, ont pris les résolutions suivantes:

1. Le nombre des administrateurs est fixé à trois (3) et celui des commissaires à un (1).

2. Sont appelés aux fonctions d'administrateurs:

1) Madame Paula Cristina DA CONCEICAO QUARESMA ANTUNES, prénommée,

2) Monsieur Fernando RASTEIRO RODRIGUES, prénommé,
3) Monsieur Carlos GOMES DA SILVA, indépendant, né le 22 décembre 1955 à Burgo-Arouca (Portugal), demeurant à L-9083 Ettelbruck, 4, rue A. Stackels.

3. Est nommé président du conseil d'administration:

Monsieur Carlos GOMES DA SILVA, prénommé.

4. Est appelé aux fonctions de commissaire aux comptes:

La société LOCMAT S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois, ayant son siège social à L-4289 Esch-sur-Alzette, 15, Quartier, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous le numéro B 179.416.

5. Les mandats des administrateurs et commissaire aux comptes seront de six (6) années et prendront fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle de l'an deux mille dix-neuf (2019).

6. Le siège social est fixé à l'adresse suivante:

L- 3656 Kayl, 45A, rue Michel.

Le notaire instrumentant a rendu les comparants attentifs au fait qu'avant toute activité commerciale de la société présentement fondée, celle-ci doit être en possession d'une autorisation de commerce en bonne et due forme en relation avec l'objet social, ce qui est expressément reconnu par les comparants.

DONT ACTE, fait et passé à Senningerberg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Paula Cristina Da Conceicao Quaresma Antunes, Fernando Rasteiro Rodrigues, Paul Bettingen.

Enregistré à Luxembourg, A.C., le 14 mai 2014. LAC / 2014 / 22438. Reçu 75.-€.

Le Receveur (signé): Irène Thill.

- Pour copie conforme - délivrée à la société aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 21 mai 2014.

Référence de publication: 2014071941/186.

(140085017) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2014.

C.Clean Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6757 Grevenmacher, 2A, rue de la Moselle.

R.C.S. Luxembourg B 187.113.

STATUTS

L'an deux mil quatorze, le six mai.

Pardevant Maître Martine DECKER, notaire de résidence à Hesperange.

A comparu:

- Monsieur Pascal POLETTO, sans état particulier, né à Hayange (France), le 6 octobre 1967, demeurant à F-57100 Thionville, 40, rue du Chardon,

Lequel comparant a requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société à responsabilité limitée qu'il déclare constituer pour son compte et entre tous ceux qui en deviendront associés par la suite, et dont il a arrêté les statuts comme suit:

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée sous la dénomination de «C.CLEAN Sàrl».

Art. 2. Le siège social est établi à Grevenmacher.

Il pourra être transféré en tout autre commune du Grand-Duché de Luxembourg, par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés prise aux conditions requises pour la modification des statuts.

La société peut ouvrir des agences ou des succursales dans toutes les autres localités du pays et à l'étranger.

Art. 3. La durée de la société est illimitée.

Art. 4. La société a pour objet le nettoyage de bâtiments.

En général, la société pourra faire toutes opérations généralement quelconques, commerciales, financières, mobilières et immobilières, qui se rattachent directement ou indirectement à son objet ou qui le favorisent.

Art. 5. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (12.500,-EUR), divisé en cent (100) parts sociales de cent vingt-cinq euros (125 -EUR) chacune.

Toutes les parts ont été souscrites et intégralement libérées en espèces par l'associé unique Monsieur Pascal POLETTO, sans état particulier, demeurant à F-57100 Thionville, 40, rue des Chardons, de sorte que la somme de douze mille

cinq cents euros (12.500,-EUR) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant, qui le constate, moyennant certificat bancaire.

La propriété des parts sociales résulte des présents statuts ou des actes de cession de parts régulièrement consentis, sans qu'il y ait lieu à délivrance d'aucun titre.

Chaque part sociale donne droit à une fraction proportionnelle au nombre des parts existantes de l'actif social ainsi que des bénéfiques.

Art. 6. Tant que la société compte un associé unique, celui-ci est libre de céder ses parts.

En cas de pluralité d'associés, les parts sont librement cessibles entre associés. Elles ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés que de l'accord du ou des associés représentant les trois quarts (3/4) des parts sociales. En cas de refus d'agrément les associés non-cédants s'obligent eux-mêmes à reprendre les parts offertes en cession.

Les valeurs de l'actif net du bilan serviront de base pour la détermination de la valeur des parts à céder.

Les parts sociales ne peuvent être transmises pour cause de mort à des non-associés que moyennant l'agrément, donné en assemblée générale des autres associés représentant au moins les trois quarts des droits appartenant aux survivants.

Art. 7. La société est gérée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, nommés et révocables à tout moment par l'associé unique ou les associés réunis en assemblée générale, qui fixe la durée de leur mandat et leurs pouvoirs.

Art. 8. Le ou les gérants ne contractent en raison de leurs fonctions aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la société; simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Art. 9. Pour engager valablement la société, la signature du ou des gérants est requise.

Art. 10. Les créanciers, ayants-droit ou héritiers, alors même qu'il y aurait parmi eux des mineurs ou incapables, ne pourront, pour quelque motif que ce soit, faire apposer des scellés sur les biens et documents de la société, ni s'immiscer de quelque manière dans les actes de son administration; pour faire valoir leurs droits ils devront s'en rapporter aux inventaires de la société et aux décisions des assemblées générales.

Art. 11. L'associé unique exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale. Il ne peut les déléguer. Les décisions de l'associé unique, agissant en lieu et place de l'assemblée générale des associés, sont consignées dans un registre tenu au siège social.

De même, les contrats conclus entre l'associé unique et la société représentée par lui sont inscrits sur un procès-verbal ou établis par écrit, Cette disposition n'est pas applicable aux opérations courantes conclues dans les conditions normales.

En cas de pluralité d'associés, chaque associé participe aux décisions collectives, quel que soit le nombre de voix, proportionnellement au nombre de parts qu'il possède. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles sont adoptées par les associés représentant plus de la moitié du capital social. Les décisions collectives ayant pour objet une modification des statuts doivent réunir les voix des associés représentant les trois quarts du capital social.

Art. 12. Le décès, l'incapacité, la faillite ou la déconfiture d'un associé n'entraînera pas la dissolution de la société.

Art. 13. L'exercice social commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Art. 14. Chaque année au 31 décembre, il sera dressé un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la société ainsi qu'un bilan et un compte de pertes et profits.

Le bénéfice net constaté, déduction faite des frais généraux, traitements et amortissements sera réparti de la façon suivante:

- cinq pourcent (5%) pour la constitution d'un fonds de réserve légal jusqu'à ce que celui-ci ait atteint le dixième du capital social,
- le solde restant est à la libre disposition du ou des associés.

En cas de distribution, le solde bénéficiaire sera attribué à l'associé unique ou aux associés au prorata de leur participation au capital social.

Art. 15. Lors de la dissolution de la société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associé(s) ou non, nommé(s) par l'associé unique ou par l'assemblée des associés.

Le ou les liquidateurs auront les pouvoirs les plus étendus pour la réalisation de l'actif et le paiement du passif.

Art. 16. Pour tous les points non expressément prévus aux présents statuts, il est fait référence aux dispositions légales en vigueur.

Mesure transitoire

Par dérogation, le premier exercice commence le jour de la constitution pour finir le 31 décembre 2014.

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société et qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, est évalué sans nul préjudice à la somme de 980,- €.

Décisions de l'associé unique

Et à l'instant l'associé unique, représentant l'intégralité du capital social, agissant en lieu et place de l'assemblée, a pris les résolutions suivantes:

- 1.- L'adresse du siège social est fixée à L-6757 Grevenmacher, 2A rue de la Moselle.
- 2.- Est nommé gérant pour une durée indéterminée, Monsieur Pascal POLETTO, préqualifié.
- 3.- La société est valablement engagée en toutes circonstances par la seule signature du gérant.

Dont acte, fait et passé à Hesperange en l'étude du notaire instrumentant, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire instrumentant par nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Poletto, M. Decker.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 13 mai 2014. Relation: LAC/2014/22031. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Irène Thill.

POUR EXPÉDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au registre de commerce et des sociétés.

Hesperange, le 16 mai 2014.

Référence de publication: 2014071972/99.

(140084305) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2014.

Charisma Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-6776 Grevenmacher, 15, rue de Flaxweiler.

R.C.S. Luxembourg B 72.483.

Im Jahre zweitausendundvierzehn, am neunten Mai.

Vor Notar Henri HELLINCKX, mit Amtssitz zu Luxemburg.

Sind die Aktionäre der Investmentgesellschaft mit variablem Kapital („société d'investissement à capital variable“) „CHARISMA SICAV“, mit Sitz in L-2449 Luxemburg, 14, boulevard Royal, eingetragen im Handelsund Gesellschaftsregister unter der Nummer B 72483, zu einer außerordentlichen Gesellschafterversammlung zusammengetreten.

Die Gesellschaft wurde gegründet gemäß notarieller Urkunde vom 19. November 1999, veröffentlicht im Mémorial C Nummer 1006 vom 28. Dezember 1999. Die Satzung wurde zuletzt abgeändert gemäss Urkunde des unterzeichneten Notars vom 19. Juli 2007, veröffentlicht im Mémorial C Nummer 2109 vom 27. September 2007.

Die Versammlung wird unter dem Vorsitz von Frau Nicole Hoffmann, Bankangestellte, mit beruflicher Adresse in Luxemburg, eröffnet.

Der Vorsitzende beruft zum Sekretär Herrn Guy Rock, Bankangestellter, mit beruflicher Adresse in Luxemburg,

Die Versammlung wählt einstimmig zur Stimmenzählerin Frau Lydie Moulard, Bankangestellte, mit beruflicher Adresse in Luxemburg,

Sodann gab die Vorsitzende folgende Erklärungen ab:

I.- Die anwesenden oder vertretenen Aktieninhaber und die Anzahl der von ihnen gehaltenen Aktien sind auf einer Anwesenheitsliste, unterschrieben von den Aktieninhabern oder deren Bevollmächtigte, dem Versammlungsbüro und dem unterzeichneten Notar, aufgeführt. Die Anwesenheitsliste und gegebenenfalls die Vollmachten bleiben gegenwärtiger Urkunde beigefügt um mit derselben registriert zu werden.

II.- Die gegenwärtige Generalversammlung wurde einberufen durch Einladung mit der hiernach angegebenen Tagesordnung:

- in der Tageszeitung „Tageblatt“ am 9. April 2014 und am 24. April 2014
- in der Tageszeitung «d'Wort» am 9. April 2014 und am 24. April 2014
- im Mémorial, Recueil Spécial C, am 9. April 2014 und am 24. April 2014
- in der Börsenzeitung am 9. April 2014 und am 24. April 2014
- im Bundesanzeiger am 9. April 2014 und am 24. April 2014 sowie durch Rundschreiben an die im Namensregister eingetragenen Aktionäre vom 17. April 2014.

III.- Die Tagesordnung hat folgenden Wortlaut:

Tagesordnung

1. Verlegung des Gesellschaftssitzes von 14, boulevard Royal, L-2449 Luxemburg zu 15, rue de Flaxweiler, L-6776 Grevenmacher.

2. Neufassung der Satzung gemäss den Anforderungen des Gesetzes vom 17. Dezember 2010.

3. Verschiedenes.

IV.- Aus der vorbezeichneten Anwesenheitsliste geht hervor, dass 684.659 sich im Umlauf befindenden Aktien anlässlich der gegenwärtigen Generalversammlung, vertreten sind.

Die Vorsitzende teilt der Versammlung mit, dass eine erste außerordentliche Generalversammlung mit derselben Tagesordnung für den 8. April 2014 einberufen worden war und dass diese Generalversammlung nicht beschlussfähig war, da die notwendige Anwesenheitsquote nicht erreicht war.

Gegenwärtige Generalversammlung ist gemäß Artikel 67-1 des Gesetzes über die Handelsgesellschaften beschlussfähig, gleich wie viele Anteile anwesend oder vertreten sind.

Alsdann fasst die Generalversammlung folgende Beschlüsse mit einer Mehrheit von mehr als 2/3 der abgegebenen Stimmen:

Erster Beschluss

Die Generalversammlung beschliesst den Gesellschaftssitz von 14, boulevard Royal, L-2449 Luxemburg nach 15, rue de Flaxweiler, L-6776 Grevenmacher zu verlegen.

Zweiter Beschluss

Die Generalversammlung beschliesst die Satzung der Gesellschaft gemäss den Anforderungen des Gesetzes vom 17. Dezember 2010 wie folgt neuzufassen:

I. Name, Sitz und Zweck der Investmentgesellschaft

Art. 1. Name. Zwischen den gegenwärtigen Aktionären und allen nachfolgenden Eigentümern zukünftig ausgebender Aktien besteht eine Aktiengesellschaft in Form einer Investmentgesellschaft mit variablem Kapital („Société d'investissement à capital variable“ - „SICAV“) mit mehreren Teilfonds unter dem Namen Charisma Sicav („Investmentgesellschaft“). Die Investmentgesellschaft ist eine Umbrella-Konstruktion, die mehrere Teilfonds umfassen kann.

Art. 2. Sitz. Gesellschaftssitz ist in Grevenmacher, Großherzogtum Luxemburg.

Durch einfachen Beschluss des Verwaltungsrates der Investmentgesellschaft („Verwaltungsrat“) kann der Gesellschaftssitz an einen anderen Ort innerhalb des Großherzogtums Luxemburg verlegt werden und können Niederlassungen und Repräsentanten an einem anderen Ort innerhalb des Großherzogtums Luxemburg sowie im Ausland gegründet oder eröffnet werden.

Aufgrund eines bestehenden oder unmittelbar drohenden politischen, militärischen oder anderen Notfalls von höherer Gewalt außerhalb der Kontrolle, Verantwortlichkeit und Einflussmöglichkeit der Investmentgesellschaft, der die normale Geschäftsabwicklung am Gesellschaftssitz oder den reibungslosen Verkehr zwischen dem Gesellschaftssitz und dem Ausland beeinträchtigt, kann der Verwaltungsrat durch einen einfachen Beschluss den Gesellschaftssitz vorübergehend bis zur Wiederherstellung von normalen Verhältnissen ins Ausland verlegen. In diesem Falle wird die Investmentgesellschaft die luxemburgische Nationalität jedoch beibehalten.

Art. 3. Zweck.

1. Ausschließlicher Zweck der Investmentgesellschaft ist die Anlage in Wertpapieren und / oder sonstigen zulässigen Vermögenswerten nach dem Grundsatz der Risikostreuung gemäß Teil I des Gesetzes vom 17. Dezember 2010 über Organismen für gemeinsame Anlagen („Gesetz vom 17. Dezember 2010“) mit dem Ziel einen Mehrwert zugunsten der Aktionäre durch Festlegung einer bestimmten Anlagepolitik zu erwirtschaften.

2. Die Investmentgesellschaft kann unter Berücksichtigung der im Gesetz vom 17. Dezember 2010 und im Gesetz vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften (einschließlich nachfolgender Änderungen und Ergänzungen) („Gesetz vom 10. August 1915“) festgelegten Bestimmungen, alle Maßnahmen treffen, die ihrem Zweck dienen oder nützlich sind.

II. Dauer, Verschmelzung und Liquidation der Investmentgesellschaft

Art. 4. Dauer der Investmentgesellschaft. Die Investmentgesellschaft ist für eine unbestimmte Dauer gegründet.

Art. 5. Verschmelzung der Investmentgesellschaft mit einem anderen Organismus für gemeinsame Anlagen in Wertpapieren („OGAW“). Der Verwaltungsrat kann nach vorheriger Zustimmung der CSSF gemäß den im Gesetz vom 17. Dezember 2010 benannten Bedingungen und Verfahren beschließen, die Investmentgesellschaft mit einem anderen OGAW zu verschmelzen, wobei dieser andere OGAW sowohl in Luxemburg als auch in einem anderen Mitgliedstaat niedergelassen sein kann.

Unbeschadet des Vorstehenden muss im Falle einer Verschmelzung der Investmentgesellschaft in einen anderen OGAW (wobei demnach im Anschluss an die Verschmelzung die Investmentgesellschaft nicht mehr existiert) das Datum

des Inkrafttretens der Verschmelzung von der Generalversammlung beschlossen werden. Der entsprechende Beschluss der Generalversammlung kann ohne Anwesenheitsquorum und mit einfacher Mehrheit getroffen werden.

Der Verschmelzungsbeschluss wird in einer von der Investmentgesellschaft bestimmten Zeitung jener Länder, in denen die Anteile der Investmentgesellschaft vertrieben werden, veröffentlicht.

Die betroffenen Aktionäre haben stets während 30 Tagen das Recht, ohne Kosten, die Rücknahme ihrer Aktien zum Nettoinventarwert oder, sofern im Einzelfall einschlägig, den Umtausch ihrer Aktien in Aktien eines anderen OGAWs mit ähnlicher Anlagepolitik, der von derselben Verwaltungsgesellschaft oder einer anderen Gesellschaft verwaltet wird, mit der die Verwaltungsgesellschaft durch eine gemeinsame Verwaltung oder Kontrolle oder durch eine wesentliche direkte oder indirekte Beteiligung verbunden ist, zu verlangen. Die Aktien der Aktionäre, welche die Rücknahme oder den Umtausch ihrer Aktien nicht verlangt haben, werden auf der Grundlage der Nettoinventarwerte an dem Tag des Inkrafttretens der Verschmelzung durch Aktien des übernehmenden OGAW ersetzt. Gegebenenfalls erhalten die Aktionäre einen Spitzenausgleich.

Eine Verschmelzung der Investmentgesellschaft mit einem Luxemburger oder ausländischen Organismus für gemeinsame Anlagen („OGA“), der kein OGAW ist, ist nicht möglich.

Hat die Investmentgesellschaft eine Verwaltungsgesellschaft benannt, so können Rechts-, Beratungs- oder Verwaltungskosten, die mit der Vorbereitung und der Durchführung einer Verschmelzung verbundenen sind, nicht der Investmentgesellschaft oder dessen Aktionären angelastet werden.

Unter den vorstehend genannten Bedingungen kann eine Verschmelzung der Investmentgesellschaft mit einem anderen Organismus für gemeinsame Anlagen in Wertpapieren OGAW ebenfalls von der Generalversammlung beschlossen werden. Der entsprechende Beschluss der Generalversammlung kann ohne Anwesenheitsquorum und mit einfacher Mehrheit getroffen werden.

Art. 6. Liquidation der Investmentgesellschaft.

1. Die Investmentgesellschaft kann durch Beschluss der Generalversammlung liquidiert werden. Der Beschluss ist unter Einhaltung der für Satzungsänderungen vorgeschriebenen Bestimmungen zu fassen, es sei denn diese Satzung, das Gesetz vom 10. August 1915 oder das Gesetz vom 17. Dezember 2010 verzichten auf die Einhaltung dieser Bestimmungen.

Sinkt das Vermögen der Investmentgesellschaft unter zwei Drittel des Mindestkapitals, muss der Verwaltungsrat der Investmentgesellschaft eine Generalversammlung einberufen und dieser die Frage nach der Liquidation der Investmentgesellschaft unterbreiten. Die Liquidation wird mit einer einfachen Mehrheit der anwesenden bzw. vertretenden Aktien beschlossen.

Sinkt das Vermögen der Investmentgesellschaft unter ein Viertel des Mindestkapitals, muss der Verwaltungsrat der Investmentgesellschaft eine Generalversammlung einberufen und dieser die Frage nach der Liquidation der Investmentgesellschaft unterbreiten. Die Liquidation wird beschlossen, wenn sie von 25% der in der Generalversammlung abgegebenen Stimmen gebilligt worden ist.

Die Einberufungen zu den vorgenannten Generalversammlungen erfolgen jeweils innerhalb von 40 Tagen nach Feststellung des Umstandes, dass das Vermögen der Investmentgesellschaft unter zwei Drittel bzw. unter ein Viertel des Mindestkapitals gesunken ist.

Der Beschluss der Generalversammlung zur Liquidation der Investmentgesellschaft wird entsprechend den gesetzlichen Bestimmungen veröffentlicht.

2. Vorbehaltlich eines gegenteiligen Beschlusses des Verwaltungsrates wird die Investmentgesellschaft mit dem Datum der Beschlussfassung über die Liquidation bis zur Durchführung des Liquidationsbeschlusses keine Aktien der Investmentgesellschaft mehr ausgeben, zurücknehmen oder umtauschen.

3. Nettoliquidationserlöse, die zum Abschluss des Liquidationsverfahrens nicht an die Aktionäre ausgekehrt werden können, werden von der Depotbank nach Abschluss des Liquidationsverfahrens, gegebenenfalls auf Anweisung der Liquidatoren, für Rechnung der berechtigten Aktionäre bei der Caisse des Consignations im Großherzogtum Luxemburg hinterlegt, bei der diese Beträge verfallen, wenn sie nicht innerhalb der gesetzlichen Frist geltend gemacht werden.

III. Teilfonds und Zielteilfonds, Dauer, Verschmelzung und Liquidation eines oder mehrerer Teilfonds

Art. 7. Teilfonds und Zielteilfonds.

1. Die Investmentgesellschaft besteht aus einem oder mehreren Teilfonds. Der Verwaltungsrat kann jederzeit beschließen, weitere Teilfonds aufzulegen. In diesem Fall wird der Verkaufsprospekt entsprechend angepasst.

2. Jeder Teilfonds gilt im Verhältnis der Aktionäre untereinander als eigenständiges Vermögen. Die Rechte und Pflichten der Aktionäre eines Teilfonds sind von denen der Aktionäre der anderen Teilfonds getrennt. Gegenüber Dritten haften die Vermögenswerte der einzelnen Teilfonds lediglich für Verbindlichkeiten, die von den betreffenden Teilfonds eingegangen werden.

3. Jeder Teilfonds kann Aktien eines oder mehrerer anderer Teilfonds der Investmentgesellschaft („Zielteilfonds“) unter der Bedingung zeichnen, erwerben und / oder halten, dass:

- die Zielteilfonds ihrerseits nicht in den betroffenen Teilfonds anlegen; und

- die Zielteilfonds, deren Anteile erworben werden, dürfen nach ihren Vertragsbedingungen oder Gründungsunterlagen insgesamt höchstens 10% ihres Vermögens in Anteilen anderer OGA anlegen; und der Anteil der Vermögenswerte, den die Zielteilfonds ihrerseits in Aktien oder Anteilen anderer OGA anlegen können, insgesamt nicht 10% übersteigt; und
- die Stimmrechte, die gegebenenfalls mit den jeweiligen Aktien zusammenhängen, so lange ausgesetzt werden, wie die Zielteilfondsanteile gehalten werden, unbeschadet einer ordnungsgemäßen Abwicklung der Buchführung und den regelmäßigen Berichten; und
- der Wert dieser Aktien nicht in die Berechnung des Nettovermögens der Investmentgesellschaft insgesamt einbezogen wird, solange diese Aktien von dem Teilfonds gehalten werden, sofern die Überprüfung des durch das Gesetz vom 17. Dezember 2010 vorgesehenen Mindestnettovermögens der Investmentgesellschaft betroffen ist.

Insofern unterliegt die Investmentgesellschaft nicht den Vorschriften des geänderten Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften betreffend die Zeichnung, den Erwerb und / oder das Halten eigener Aktien durch eine Gesellschaft.

Art. 8. Dauer der einzelnen Teilfonds. Die Teilfonds können auf bestimmte oder unbestimmte Dauer errichtet werden. Die Dauer eines Teilfonds ergibt sich aus dem Verkaufsprospekt.

Art. 9. Liquidation eines oder mehrerer Teilfonds.

1. Die Auflösung und Liquidation eines Teilfonds erfolgt automatisch nach Ablauf seiner Laufzeit, sofern einschlägig.
2. Ein Teilfonds der Investmentgesellschaft kann darüber hinaus durch Beschluss des Verwaltungsrates der Investmentgesellschaft liquidiert werden. Jeder Teilfonds kann einzeln liquidiert werden, ohne dass dies die Liquidation eines anderen Teilfonds zur Folge hat. Nur die Liquidation des letzten verbleibenden Teilfonds führt automatisch auch zur Liquidation der Investmentgesellschaft. In diesem Fall ist die Ausgabe von Aktien ab Beschluss der Liquidation untersagt, es sei denn, diese Ausgabe wäre zum Zwecke der Liquidation erforderlich.
3. Die Liquidation kann insbesondere in folgenden Fällen beschlossen werden:
 - sofern das Netto-Teilfondsvermögen an einem Bewertungstag unter einen Betrag gefallen ist, welcher als Mindestbetrag erscheint, um den Teilfonds in wirtschaftlich sinnvoller Weise zu verwalten.
 - sofern es wegen einer wesentlichen Änderung im wirtschaftlichen oder politischen Umfeld oder aus Ursachen wirtschaftlicher Rentabilität nicht als wirtschaftlich sinnvoll erscheint, den Teilfonds zu verwalten.

Der Liquidationsbeschluss des Verwaltungsrates ist im Einklang mit den Bestimmungen für die Veröffentlichung der Mitteilungen an die Aktionäre und in Form einer solchen zu veröffentlichen. Der Liquidationsbeschluss bedarf der vorherigen Genehmigung durch die CSSF.

Vorbehaltlich eines gegenteiligen Beschlusses des Verwaltungsrates wird die Investmentgesellschaft mit dem Datum der Beschlussfassung über die Liquidation bis zur Durchführung des Liquidationsbeschlusses keine Aktien der Investmentgesellschaft mehr ausgeben, zurücknehmen oder umtauschen.

4. Nettoliquidationserlöse, die nicht bis zum Abschluss des Liquidationsverfahrens von Aktionären geltend gemacht wurden, werden von der Depotbank nach Abschluss des Liquidationsverfahrens, gegebenenfalls auf Anweisung der Liquidatoren, für Rechnung der berechtigten Aktionäre bei der Caisse des Consignations im Großherzogtum Luxemburg hinterlegt, bei der diese Beträge verfallen, wenn sie nicht innerhalb der gesetzlichen Frist geltend gemacht werden.

Art. 10. Verschmelzung eines oder mehrerer Teilfonds. Der Verwaltungsrat kann nach vorheriger Zustimmung der CSSF gemäß den im Gesetz vom 17. Dezember 2010 benannten Bedingungen und Verfahren beschließen, zwei oder mehrere Teilfonds der Investmentgesellschaft miteinander oder einen Teilfonds der Investmentgesellschaft mit einem Teilfonds eines anderen OGAWs zu verschmelzen, wobei dieser andere OGAW sowohl in Luxemburg als auch in einem anderen Mitgliedstaat niedergelassen sein kann.

Der Verschmelzungsbeschluss wird in einer von der Investmentgesellschaft bestimmten Zeitung jener Länder, in denen die Anteile der Investmentgesellschaft bzw. des oder der Teilfonds vertrieben werden, veröffentlicht.

Die betroffenen Aktionäre haben stets während 30 Tagen das Recht, ohne Kosten, die Rücknahme ihrer Aktien zum Nettoinventarwert oder, sofern im Einzelfall einschlägig, den Umtausch ihrer Aktien in Aktien eines anderen Teilfonds mit ähnlicher Anlagepolitik zu verlangen. Die Aktien der Aktionäre, welche die Rücknahme oder den Umtausch ihrer Aktien nicht verlangt haben, werden auf der Grundlage der Nettoinventarwerte an dem Tag des Inkrafttretens der Verschmelzung durch Aktien des übernehmenden OGAW bzw. Teilfonds desselben ersetzt. Gegebenenfalls erhalten die Aktionäre einen Spitzenausgleich.

Eine Verschmelzung eines Teilfonds der Investmentgesellschaft mit einem Teilfonds dieses Luxemburger oder ausländischen OGA, der kein OGAW ist, ist nicht möglich.

Hat die Investmentgesellschaft eine Verwaltungsgesellschaft benannt, so können Rechts-, Beratungs- oder Verwaltungskosten, die mit der Vorbereitung und der Durchführung einer Verschmelzung verbundenen sind, nicht der Investmentgesellschaft bzw. dem betroffenen Teilfonds oder dessen Aktionären angelastet werden.

Unter den vorstehend genannten Bedingungen kann eine Verschmelzung von zwei oder mehreren Teilfonds der Investmentgesellschaft miteinander oder eines Teilfonds der Investmentgesellschaft mit einem anderen Organismus für gemeinsame Anlagen in Wertpapieren ("OGAW") bzw. einem Teilfonds eines anderen OGAW ebenfalls von der Gene-

ralversammlung beschlossen werden. Der entsprechende Beschluss der Generalversammlung kann ohne Anwesenheitsquorum und mit einfacher Mehrheit getroffen werden.

IV. Gesellschaftskapital und Aktien

Art. 11. Gesellschaftskapital. Das Gesellschaftskapital der Investmentgesellschaft entspricht zu jedem Zeitpunkt der Summe des Netto-Teilfondsvermögen aller Teilfonds („Nettovermögen“) der Investmentgesellschaft gemäß Artikel 13 Nr. 4 dieser Satzung und wird durch voll einbezahlte Aktien ohne Nennwert repräsentiert.

Das Anfangskapital der Investmentgesellschaft betrug bei Gründung fünfhunderttausend Euro (EUR 500.000) dem fünfzigtausend (50.000) Aktien ohne Nennwert gegenüberstanden.

Das Mindestkapital der Investmentgesellschaft entspricht gemäß Luxemburger Gesetz dem Gegenwert von 1.250.000 Mio. Euro (einer Million zweihundertfünfzigtausend Euro) und muss innerhalb eines Zeitraumes von sechs Monaten nach Zulassung der Investmentgesellschaft durch die CSSF erreicht werden. Hierfür ist auf das Nettovermögen der Investmentgesellschaft abzustellen.

Art. 12. Aktien.

1. Aktien der Investmentgesellschaft sind Aktien an dem jeweiligen Teilfonds und lauten auf den Inhaber. Sie werden mittels Eintragung in ein Aktienregister der Investmentgesellschaft in der Form von Aktienbestätigungen zur Verfügung gestellt. Die Aktien können auch in Globalzertifikaten verbrieft werden; ein Anspruch auf die Auslieferung effektiver Stücke besteht nicht. Alle Aktien sind nennwertlos; sie sind voll eingezahlt, frei übertragbar und besitzen kein Vorzugsoder Vorkaufsrecht.

Die Arten der Aktien werden für den jeweiligen Teilfonds im Verkaufsprospekt angegeben.

2. Sämtliche Mitteilungen und Ankündigungen der Investmentgesellschaft an die Aktionäre können an die Anschrift gesandt werden, die in das Aktienregister eingetragen wurde. Falls ein Aktionär eine solche Anschrift nicht mitteilt, kann der Verwaltungsrat beschließen, dass eine entsprechende Notiz in das Aktienregister eingetragen wird. In diesem Falle wird der Aktionär solange behandelt als befände sich seine Anschrift am Sitz der Investmentgesellschaft bis der Aktionär der Investmentgesellschaft eine andere Anschrift mitteilt. Der Aktionär kann zu jeder Zeit seine in dem Aktienregister eingetragene Anschrift, durch schriftliche Mitteilung an die Register- und Transferstelle an deren Gesellschaftssitz oder an eine vom Verwaltungsrat bestimmte Anschrift korrigieren.

3. Der Verwaltungsrat ist ermächtigt, jederzeit eine unbegrenzte Anzahl voll einbezahlter Aktien auszugeben ohne den bestehenden Aktionären ein Vorrecht zur Zeichnung neu auszugebender Aktien einzuräumen.

4. Alle Aktien an einem Teilfonds haben grundsätzlich die gleichen Rechte, es sei denn der Verwaltungsrat beschließt, gemäß der nachfolgenden Ziffer dieses Artikels, innerhalb eines Teilfonds verschiedene Aktienklassen auszugeben.

5. Der Verwaltungsrat kann beschließen, innerhalb eines Teilfonds zwei oder mehrere Aktienklassen vorzusehen. Die Aktienklassen können sich in ihren Merkmalen und Rechten nach der Art der Verwendung ihrer Erträge, nach der Gebührenstruktur oder anderen spezifischen Merkmalen und Rechten unterscheiden. Alle Aktien sind vom Tage ihrer Ausgabe an in gleicher Weise an Erträgen, Kursgewinnen und am Liquidationserlös ihrer jeweiligen Aktienklasse beteiligt. Sofern für die jeweiligen Teilfonds Aktienklassen gebildet werden, findet dies unter Angabe der spezifischen Merkmale oder Rechte im Verkaufsprospekt Erwähnung.

6. Der Verwaltungsrat kann beschließen, auf Initiative des Aktionärs sowie im Einklang mit den gesetzlichen Bestimmungen des Großherzogtums Luxemburg, Aktien gegen Lieferung von Wertpapieren auszugeben, vorausgesetzt, dass diese Wertpapiere im Rahmen der Anlagepolitik sowie der Anlagebeschränkungen des betreffenden Teilfonds zulässig sind. Im Zusammenhang mit der Ausgabe von Aktien gegen Lieferung von Wertpapieren muss der Wirtschaftsprüfer der Investmentgesellschaft ein Gutachten zur Bewertung der einzubringenden Wertpapiere erstellen. Die Kosten einer in der vorbeschriebenen Weise durchgeführten Ausgabe von Aktien trägt der Zeichner, der diese Vorgehensweise verlangt.

Art. 13. Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie.

1. Das Nettovermögen der Investmentgesellschaft lautet auf Euro (EUR) („Referenzwährung“).

2. Der Wert einer Aktie („Nettoinventarwert pro Aktie“) lautet auf die im Verkaufsprospekt angegebene Währung („Teilfondswährung“).

3. Der Nettoinventarwert pro Aktie wird von der Investmentgesellschaft oder einem von ihr Beauftragten unter der Verantwortung des Verwaltungsrates der Investmentgesellschaft in dem vom Verwaltungsrat bestimmten und im Verkaufsprospekt festgesetzten Rhythmus („Bewertungstag“) berechnet. Der Verwaltungsrat kann für einzelne Teilfonds eine abweichende Regelung treffen, wobei zu berücksichtigen ist, dass der Nettoinventarwert pro Aktie mindestens zweimal im Monat zu berechnen ist.

4. Zur Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie wird der Wert der zu dem jeweiligen Teilfonds gehörenden Vermögenswerte abzüglich der Verbindlichkeiten des jeweiligen Teilfonds („Netto-Teilfondsvermögen“) am Bewertungstag ermittelt und durch die Anzahl der am Bewertungstag im Umlauf befindlichen Aktien des jeweiligen Teilfonds geteilt.

5. Soweit in Jahres- und Halbjahresberichten sowie sonstigen Finanzstatistiken aufgrund gesetzlicher Vorschriften oder gemäß den Regelungen dieser Satzung Auskunft über die Situation des Vermögens der Investmentgesellschaft gegeben

werden muss, werden die Vermögenswerte des jeweiligen Teilfonds in die Referenzwährung umgerechnet. Das jeweilige Netto-Teilfondsvermögen wird nach folgenden Grundsätzen berechnet:

a) Wertpapiere, die an einer Wertpapierbörse notiert sind, werden zum letzten verfügbaren Kurs bewertet. Soweit Wertpapiere an mehreren Börsen notiert sind, ist der zuletzt verfügbare Kurs jener Börse maßgebend, die der Hauptmarkt für dieses Wertpapier ist.

b) Wertpapiere, die nicht an einer Wertpapierbörse notiert sind, die aber an einem geregelten Markt gehandelt werden, werden zu einem Kurs bewertet, der nicht geringer als der Geldkurs und nicht höher als der Briefkurs zur Zeit der Bewertung sein darf und den die Investmentgesellschaft für den bestmöglichen Kurs hält, zu dem die Wertpapiere verkauft werden können.

c) Die flüssigen Mittel werden zu ihrem Nennwert zuzüglich Zinsen bewertet. Festgelder mit einer Ursprungslaufzeit von mehr als 60 Tagen können mit dem jeweiligen Renditekurs bewertet werden, vorausgesetzt, ein entsprechender Vertrag zwischen dem Kredit- oder Finanzinstitut, welches die Festgelder verwahrt, und der Investmentgesellschaft sieht vor, dass diese Festgelder zu jeder Zeit kündbar sind und dass im Falle einer Kündigung ihr Realisierungswert diesem Renditekurs entspricht.

d) Anteile an OGAWs, OGAs und sonstigen Investmentfonds bzw. Sondervermögen werden zum letzten festgestellten verfügbaren Nettoinventarwert bewertet, der von der jeweiligen Verwaltungsgesellschaft, dem Anlagevehikel selbst oder einer vertraglich bestellten Stelle veröffentlicht wurde. Sollte ein Anlagevehikel zusätzlich an einer Börse notiert sein, kann die Investmentgesellschaft auch den letzten verfügbaren bezahlten Börsenkurs des Hauptmarktes heranziehen.

e) Exchange Traded Funds (ETFs) werden zum letzten verfügbaren bezahlten Kurs des Hauptmarktes bewertet. Die Investmentgesellschaft kann auch den letzten verfügbaren von der jeweiligen Verwaltungsgesellschaft, dem Anlagevehikel selbst oder einer vertraglich bestellten Stelle veröffentlichten Kurs, heranziehen.

f) Alle nicht auf die jeweilige Teilfondswährung lautenden Vermögenswerte werden zum letzten Devisenmittelkurs in diese Teilfondswährung umgerechnet.

Falls für die vorgenannten Wertpapiere bzw. Anlageinstrumente keine Kurse festgelegt werden oder die Kurse nicht marktgerecht bzw. unsachgerecht sind, werden diese Wertpapiere bzw. Anlageinstrumente ebenso wie alle anderen Vermögenswerte zum jeweiligen Verkehrswert bewertet, wie ihn die Investmentgesellschaft nach Treu und Glauben festlegt.

6. Sofern für einen Teilfonds mehrere Aktienklassen ausgegeben werden, wird die Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktienklasse wie folgt durchgeführt:

a) Die Anteilwertberechnung erfolgt nach den unter Ziffer 1 bis 5 dieses Artikels aufgeführten Kriterien für jede Aktienklasse separat.

b) Der Mittelzufluss aufgrund der Ausgabe von Aktien erhöht den prozentualen Anteil der jeweiligen Aktienklasse am gesamten Wert des Netto-Teilfondsvermögens. Der Mittelabfluss aufgrund der Rücknahme von Aktien vermindert den prozentualen Anteil der jeweiligen Aktienklasse am gesamten Wert des Netto-Teilfondsvermögens.

c) Im Falle einer Ausschüttung vermindert sich der Aktienwert der ausschüttungsberechtigten Aktien um den Betrag der Ausschüttung. Damit vermindert sich zugleich der prozentuale Anteil der ausschüttungsberechtigten Aktien am gesamten Wert des Netto-Teilfondsvermögens, während sich der prozentuale Anteil der nicht-ausschüttungsberechtigten Anteile am gesamten Netto-Teilfondsvermögen erhöht.

7. Für einen Teilfonds kann ein Ertragsausgleich durchgeführt werden.

8. Die Investmentgesellschaft kann für umfangreiche Rücknahmeanträge, die nicht aus den liquiden Mitteln und zulässigen Kreditaufnahmen des jeweiligen Teilfonds befriedigt werden können, den Aktienwertwert auf der Basis der Kurse des Bewertungstages bestimmen, an welchem sie für den Teilfonds die erforderlichen Wertpapierverkäufe vornimmt; dies gilt dann auch für gleichzeitig eingereichte Zeichnungsaufträge für den Teilfonds.

Art. 14. Einstellung der Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie.

1. Die Investmentgesellschaft ist berechtigt, die Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie zeitweilig einzustellen, wenn und solange Umstände vorliegen, die diese Einstellung erforderlich machen und wenn die Einstellung unter Berücksichtigung der Interessen der Aktionäre gerechtfertigt ist, insbesondere:

a) während der Zeit, in der eine Börse oder ein anderer geregelter Markt, an/auf welcher(m) ein wesentlicher Teil der Vermögenswerte notiert oder gehandelt werden, aus anderen Gründen als gesetzlichen oder Bankfeiertagen, geschlossen ist oder der Handel an dieser Börse bzw. an dem entsprechenden Markt ausgesetzt bzw. eingeschränkt wurde;

b) in Notlagen, wenn die Investmentgesellschaft über Teilfondsanlagen nicht verfügen kann oder es ihr unmöglich ist, den Gegenwert der Anlagekäufe oder -verkäufe frei zu transferieren oder die Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie ordnungsgemäß durchzuführen.

c) wenn auf Ebene eines Master-OGAWs, ob auf eigene Initiative oder auf Nachfrage der zuständigen Aufsichtsbehörde, die Ausgabe und Rücknahme seiner Aktien ausgesetzt wurde, so kann auf Ebene des als Feeder aufgesetzten Teilfonds die Berechnung des Nettoinventarwertes während eines Zeitraumes der dem Zeitraum des Aussetzung der Berechnung des Nettoinventarwertes auf Ebene des Master-OGAW entspricht, ausgesetzt werden.

d) Die zeitweilige Einstellung der Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie innerhalb eines Teilfonds führt nicht zur zeitweiligen Einstellung hinsichtlich anderer Teilfonds, die von dem betreffenden Ereignis nicht berührt sind.

Die zeitweilige Einstellung der Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie innerhalb eines Teilfonds führt nicht zur zeitweiligen Einstellung hinsichtlich anderer Teilfonds, die von dem betreffenden Ereignis nicht berührt sind.

2. Während die Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie eingestellt ist, wird auch die Ausgabe von Aktien zeitweilig eingestellt.

3. Aktionäre, welche einen Rücknahmeauftrag bzw. einen Umtauschantrag gestellt haben, werden von einer Einstellung der Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie unverzüglich benachrichtigt und nach Wiederaufnahme der Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie unverzüglich davon in Kenntnis gesetzt. Während die Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie eingestellt ist, werden Rücknahmeaufträge bzw. Umtauschanträge nicht ausgeführt.

4. Rücknahmeaufträge bzw. Umtauschanträge können im Falle einer Einstellung der Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie vom Aktionär bis zum Zeitpunkt der Wiederaufnahme der Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie widerrufen werden.

Art. 15. Ausgabe von Aktien.

1. Die Ausgabe von Aktien erfolgt zum Nettoinventarwert pro Aktie gem. Art. 13 dieser Satzung, gegebenenfalls zuzüglich eines Ausgabeaufschlages („Ausgabepreis“), gemäß den im Verkaufsprospekt festgelegten Bedingungen.

Der Ausgabepreis kann sich um Gebühren oder andere Belastungen erhöhen, die in den jeweiligen Vertriebsländern anfallen.

2. Der Ausgabepreis ist innerhalb einer im Verkaufsprospekt festgelegten Frist nach dem entsprechenden Bewertungstag zahlbar.

Die Investmentgesellschaft ist ermächtigt, laufend neue Aktien auszugeben. Sie kann die Zeichnung von Aktien Bedingungen unterwerfen sowie Zeichnungsfristen und Mindestzeichnungsbeträge festlegen. Entsprechende Regelungen finden sich im Verkaufsprospekt. Die Investmentgesellschaft kann für einen Teilfonds jederzeit nach eigenem Ermessen einen Zeichnungsantrag zurückweisen oder die Ausgabe von Aktien zeitweilig beschränken, aussetzen oder endgültig einstellen, soweit dies im Interesse der Gesamtheit der Aktionäre, zum Schutz des jeweiligen Teilfonds, im Interesse der Anlagepolitik oder im Fall der Gefährdung der spezifischen Anlageziele eines Teilfonds erforderlich erscheint.

Die Investmentgesellschaft kann für einzelne Teilfonds den regelmäßigen Kauf von Aktien im Rahmen von Sparplänen zum systematischen Vermögensaufbau anbieten. Im Falle von Sparplänen wird maximal bis zu ein Drittel von jeder der für das erste Jahr vereinbarten Zahlungen für die Deckung von Kosten verwendet.

3. Die Investmentgesellschaft kann auf Initiative des Aktionärs abweichend des vorstehenden Abschnitts, im Einklang mit den gesetzlichen Bestimmungen des Großherzogtums Luxemburg, Aktien gegen Lieferung von Wertpapieren ausgeben, vorausgesetzt, dass diese Wertpapiere in den Rahmen der Anlagepolitik sowie der Anlagebeschränkungen des betreffenden Teilfonds passen. Im Zusammenhang mit der Ausgabe von Aktien gegen Lieferung von Wertpapieren muss der Wirtschaftsprüfer der Investmentgesellschaft ein Gutachten zur Bewertung der einzubringenden Wertpapiere erstellen. Die Kosten einer in der vorbeschriebenen Weise durchgeführten Ausgabe von Aktien trägt der Zeichner, der diese Vorgehensweise verlangt.

4. Die Aktien werden unverzüglich nach Eingang des Ausgabepreises bei der Depotbank im Auftrag der Verwaltungsgesellschaft von der Register- und Transferstelle zugeteilt.

5. Die Depotbank wird auf nicht ausgeführte Zeichnungsanträge eingehende Zahlungen unverzüglich zinslos zurückzahlen.

6. Die Investmentgesellschaft erlaubt keine „Market Timing“ und „Late Trading“ Praktiken, d.h. z.B. das illegale Ausnutzen von Preisdifferenzen in unterschiedlichen Zeitzeonen.

Sollte ein Verdacht hinsichtlich dieser Praktiken bestehen, wird die Investmentgesellschaft die notwendigen Maßnahmen ergreifen, um die Anleger vor nachteiligen Auswirkungen zu schützen. Demzufolge erfolgen Ausgaben von Aktien eines jeden Teilfonds grundsätzlich nur zu unbekanntem Nettoinventarwerten.

Art. 16. Einschränkung des Aktienbesitzes. Der Verwaltungsrat kann den Besitz von Aktien einschränken, so dass keine Aktien von Personen erworben oder gehalten werden,

1. welche die Gesetze oder Vorschriften eines Landes und/oder behördliche Verfügungen verletzen oder gemäß den Bestimmungen des Verkaufsprospekts vom Aktienbesitz ausgeschlossen sind;

2. deren Aktienbesitz nach Auffassung und/oder Wissen des Verwaltungsrats dazu führt, dass die Investmentgesellschaft Steuerverbindlichkeiten bzw. andere finanzielle Nachteile erleiden könnte.

Art. 17. Rücknahme und Umtausch von Aktien.

1. Die Aktionäre eines Teilfonds sind berechtigt, jederzeit die Rücknahme ihrer Aktien zu verlangen. Ein entsprechender Rücknahmeantrag kann, unter Beachtung weiterer im Verkaufsprospekt festgelegter Bedingungen über eine der Vertriebsstellen, der Register- und Transferstelle oder ggf. die jeweilige depotführende Stelle des Investors die Investmentgesellschaft oder die Verwaltungsgesellschaft eingereicht werden. Die Rücknahme der Aktien erfolgt zum Nettoin-

ventarwert pro Aktie gemäß Artikel 13 dieser Satzung, gegebenenfalls abzüglich eines etwaigen Rücknahmeabschlages („Rücknahmepreis“) gemäß den im Verkaufsprospekt festgelegten Bedingungen.

Die Zahlung des Rücknahmepreises erfolgt innerhalb einer im Verkaufsprospekt festgelegten Frist nach dem entsprechenden Bewertungstag in der Teilfonds-Währung gegen Rückgabe der Aktien.

2. Die Investmentgesellschaft ist berechtigt, umfangreiche Rücknahmen von mehr als 10% des jeweiligen Netto-Teilfondsvermögens, die nicht aus den flüssigen Mitteln und zulässigen Kreditaufnahmen des betroffenen Teilfonds befriedigt werden können, erst zu tätigen, nachdem entsprechende Vermögenswerte dieses Teilfonds ohne Verzögerung verkauft wurden. Anleger, die ihre Aktien zur Rücknahme angeboten haben, werden von einer Aussetzung der Rücknahme sowie von der Wiederaufnahme der Rücknahme unverzüglich in geeigneter Weise in Kenntnis gesetzt.

3. Der Umtausch von Aktien erfolgt auf der Grundlage des Nettoinventarwertes der betreffenden Aktienklassen beziehungsweise der betreffenden Teilfonds gemäß den im Verkaufsprospekt festgelegten Bedingungen. Dabei kann eine Umtauschprovision erhoben werden; eine Nachzahlung der etwaigen Differenz zwischen den Ausgabeaufschlägen auf die Nettoinventarwerte der betreffenden Teilfonds bleibt hiervon unberührt.

4. Die Depotbank ist nur insoweit zur Zahlung verpflichtet, als keine gesetzlichen Bestimmungen, z.B. devisenrechtliche Vorschriften oder andere, von der Depotbank nicht beeinflussbare Umstände die Überweisung des Rücknahmepreises in das Land des Antragstellers verbieten.

5. Die Investmentgesellschaft kann für jeden Teilfonds Aktien einseitig gegen Zahlung des Rücknahmepreises zurückkaufen, soweit dies im Interesse der Gesamtheit der Aktionäre oder zum Schutz der Investmentgesellschaft oder des jeweiligen Teilfonds erforderlich erscheint.

6. Die Investmentgesellschaft erlaubt keine „Market Timing“ und „Late Trading“ Praktiken, d.h. z.B. das illegale Ausnutzen von Preisdifferenzen in unterschiedlichen Zeitzeonen. Sollte ein Verdacht hinsichtlich dieser Praktiken bestehen, wird die Investmentgesellschaft die notwendigen Maßnahmen ergreifen, um die Anleger vor nachteiligen Auswirkungen zu schützen. Demzufolge erfolgen Rücknahmen und Umtausche von Aktien eines jeden Teilfonds grundsätzlich nur zu unbekanntem Nettoinventarwerten.

V. Generalversammlung

Art. 18. Rechte der Generalversammlung. Die ordnungsgemäß einberufene Generalversammlung vertritt die Gesamtheit der Aktionäre der Investmentgesellschaft. Sie hat die weitesten Befugnisse um alle Handlungen der Investmentgesellschaft anzuordnen oder zu bestätigen. Ihre Beschlüsse sind bindend für alle Aktionäre, sofern diese Beschlüsse in Übereinstimmung mit dem Luxemburger Gesetz und dieser Satzung stehen, insbesondere sofern sie nicht in die Rechte der getrennten Versammlungen der Aktionäre einer bestimmten Aktienklasse oder eines bestimmten Teilfonds eingreifen.

Art. 19. Einberufung.

1. Die jährliche Generalversammlung wird gemäß dem Luxemburger Gesetz in Luxemburg, am Gesellschaftssitz, am dritten Mittwoch im April eines jeden Jahres um 15:00 Uhr abgehalten. Falls dieser Tag ein Bankfeiertag in Luxemburg ist, wird die jährliche Generalversammlung am ersten nachfolgenden Bankarbeitstag abgehalten.

Die jährliche Generalversammlung kann an einem anderen Ort als dem Gesellschaftssitz und auch im Ausland abgehalten werden, wenn der Verwaltungsrat nach seinem Ermessen feststellt, dass außergewöhnliche Umstände dies erfordern. Eine derartige Entscheidung des Verwaltungsrates ist unanfechtbar.

2. Die Aktionäre kommen außerdem aufgrund einer den gesetzlichen Bestimmungen entsprechenden Einberufung des Verwaltungsrates zusammen. Sie kann auch auf Antrag von Aktionären, welche mindestens ein Zehntel des Vermögens der Investmentgesellschaft repräsentieren, zusammentreten. Die Tagesordnung wird vom Verwaltungsrat vorbereitet, außer in den Fällen, in denen die Generalversammlung auf schriftlichen Antrag der Aktionäre zusammentritt; in solchen Fällen kann der Verwaltungsrat eine zusätzliche Tagesordnung vorbereiten.

3. Außerordentliche Generalversammlungen können zu der Zeit und an dem Orte abgehalten werden, wie es in der Einberufung zur jeweiligen außerordentlichen Generalversammlung angegeben ist.

4. Die oben unter 2. und 3. aufgeführten Regeln gelten entsprechend für getrennte Generalversammlungen einer oder mehrerer Teilfonds oder Aktienklassen.

Art. 20. Beschlussfähigkeit und Abstimmung. Der Ablauf der Generalversammlungen bzw. der getrennten Generalversammlungen einer oder mehrerer Teilfonds oder Aktienklasse(n) muss, soweit es die vorliegende Satzung nicht anders bestimmt, den gesetzlichen Bestimmungen entsprechen.

Grundsätzlich ist jeder Aktionär an den Generalversammlungen teilnahmeberechtigt. Jeder Aktionär kann sich vertreten lassen, indem er eine andere Person schriftlich als seinen Bevollmächtigten bestimmt.

An für einzelne Teilfonds oder Aktienklassen stattfindenden Generalversammlungen, die ausschließlich die jeweiligen Teilfonds oder Aktienklassen betreffende Beschlüsse fassen können, dürfen nur diejenigen Aktionäre teilnehmen, die Aktien der entsprechenden Teilfonds oder Aktienklassen halten.

Die Vollmachten, deren Form vom Verwaltungsrat festgelegt werden kann, müssen mindestens fünf Tage vor der Generalversammlung am Gesellschaftssitz hinterlegt werden.

Alle anwesenden Aktionäre und Bevollmächtigte müssen sich vor Eintritt in die Generalversammlungen in die vom Verwaltungsrat aufgestellte Anwesenheitsliste einschreiben.

Die Generalversammlung entscheidet über alle im Gesetz vom 10. August 1915 sowie im Gesetz vom 17. Dezember 2010, vorgesehenen Angelegenheiten, und zwar in den Formen, mit dem Quorum und den Mehrheiten, die von den vorgenannten Gesetzen vorgesehen sind. Sofern die vorgenannten Gesetze oder die vorliegende Satzung nichts Gegenteiliges anordnen, werden die Entscheidungen der ordnungsgemäß einberufenen Generalversammlung durch einfache Mehrheit der anwesenden und abstimmenden Aktionäre gefasst.

Jede Aktie gibt das Recht auf eine Stimme. Aktienbruchteile sind nicht stimmberechtigt.

Bei Fragen, welche die Investmentgesellschaft als Ganzes betreffen, stimmen die Aktionäre gemeinsam ab. Eine getrennte Abstimmung erfolgt jedoch bei Fragen, die nur einen oder mehrere Teilfonds oder eine oder mehrere Aktienklasse(n) betreffen.

Art. 21. Vorsitzender, Stimmzähler, Sekretär.

1. Die Generalversammlung tritt unter dem Vorsitz des Vorsitzenden oder eines Mitgliedes des Verwaltungsrates oder, im Falle seiner Abwesenheit, unter dem Vorsitz eines von der Generalversammlung gewählten Vorsitzenden zusammen.

2. Der Vorsitzende bestimmt einen Sekretär, der nicht notwendigerweise Aktionär sein muss, und die Generalversammlung ernennt einen Stimmzähler, der ebenso nicht notwendigerweise Aktionär sein muss.

3. Die Protokolle der Generalversammlung werden von dem Vorsitzenden, dem Stimmzähler und dem Sekretär der jeweiligen Generalversammlung und den Aktionären, die dies verlangen, unterschrieben.

4. Abschriften und Auszüge, die von der Investmentgesellschaft zu erstellen sind, werden vom Vorsitzenden des Verwaltungsrates oder von zwei Verwaltungsratsmitgliedern unterschrieben.

VI. Verwaltungsrat

Art. 22. Zusammensetzung.

1. Der Verwaltungsrat besteht aus mindestens drei Mitgliedern, die von der Generalversammlung bestimmt werden und die nicht Aktionäre der Investmentgesellschaft sein müssen.

Die Generalversammlung kann ein neues Mitglied, das dem Verwaltungsrat bislang nicht angehört hat, nur dann zum Verwaltungsratsmitglied wählen, wenn

a) diese betreffende Person vom Verwaltungsrat zur Wahl vorgeschlagen wird oder

b) ein Aktionär, der bei der anstehenden Generalversammlung, die den Verwaltungsrat bestimmt, voll stimmberechtigt ist, dem Vorsitzenden - oder wenn dies unmöglich sein sollte, einem anderen Verwaltungsratsmitglied - schriftlich nicht weniger als sechs und nicht mehr als dreißig Tage vor dem für die Generalversammlung vorgesehenen Datum seine Absicht unterbreitet, eine andere Person als seiner selbst zur Wahl oder zur Wiederwahl vorzuschlagen, zusammen mit einer schriftlichen Bestätigung dieser Person, sich zur Wahl stellen zu wollen, wobei jedoch der Vorsitzende der Generalversammlung unter der Voraussetzung einstimmiger Zustimmung aller anwesenden Aktionäre den Verzicht auf die oben aufgeführten Erklärungen beschließen kann und die solcherweise nominierte Person zur Wahl vorschlagen kann.

Die Generalversammlung bestimmt die Anzahl der Verwaltungsratsmitglieder sowie die Dauer ihrer Mandate. Eine Mandatsperiode darf die Dauer von sechs Jahren nicht überschreiten. Ein Verwaltungsratsmitglied kann wiedergewählt werden.

2. Scheidet ein Verwaltungsratsmitglied vor Ablauf seiner Amtszeit aus, so können die verbleibenden von der Generalversammlung ernannten Mitglieder des Verwaltungsrates bis zur nächstfolgenden Generalversammlung einen vorläufigen Nachfolger bestimmen. Der so bestimmte Nachfolger führt die Amtszeit seines Vorgängers zu Ende.

3. Die Verwaltungsratsmitglieder können jederzeit von der Generalversammlung abberufen werden.

Art. 23. Befugnisse. Der Verwaltungsrat hat die Befugnis, alle Geschäfte zu tätigen und alle Handlungen vorzunehmen, die zur Erfüllung des Gesellschaftszwecks notwendig oder nützlich sind. Er ist zuständig für alle Angelegenheiten der Investmentgesellschaft, soweit sie nicht nach dem Gesetz vom 10. August 1915 oder nach dieser Satzung der Generalversammlung vorbehalten sind.

Der Verwaltungsrat kann darüber hinaus über die Ausschüttung von Interimsdividenden entscheiden

Art. 24 Festlegung der Anlagepolitik. Der Verwaltungsrat ist befugt die allgemeine sowie die teilfondsspezifische Anlagepolitik nach dem Grundsatz der Risikostreuung, unter Beachtung gesetzlicher Anlagebeschränkungen, insbesondere gemäß dem Gesetz vom 17. Dezember 2010, sowie unter Beachtung von Verordnungen sowie Verwaltungsratsbeschlüssen, zu bestimmen. Darüber hinaus wird der Verwaltungsrat gesetzliche Beschränkungen und Anforderungen von den Aufsichtsbehörden jener Länder beachten, in denen Aktien der Investmentgesellschaft zum öffentlichen Vertrieb zugelassen sind.

Ziel der Anlagepolitik der einzelnen Teilfonds ist das Erreichen einer angemessenen Wertentwicklung in der jeweiligen Teilfondswährung. Die allgemeine sowie die teilfondsspezifische Anlagepolitik wird im Verkaufsprospekt beschrieben.

Das jeweilige Teilfondsvermögen wird nach den im Verkaufsprospekt beschriebenen anlagepolitischen Grundsätzen und innerhalb der Anlagebeschränkungen angelegt.

Art. 25. Interne Organisation des Verwaltungsrates. Der Verwaltungsrat ernennt unter seinen Mitgliedern einen Vorsitzenden.

Der Verwaltungsratsvorsitzende steht den Sitzungen des Verwaltungsrates vor; in seiner Abwesenheit bestimmt der Verwaltungsrat ein anderes Verwaltungsratsmitglied als Sitzungsvorsitzenden.

Der Vorsitzende kann einen Sekretär ernennen, der nicht notwendigerweise Mitglied des Verwaltungsrates zu sein braucht und der die Protokolle der Sitzungen des Verwaltungsrates und der Generalversammlung zu erstellen hat.

Art. 26. Verwaltungsgesellschaft. Der Verwaltungsrat der Investmentgesellschaft kann unter eigener Verantwortung eine Verwaltungsgesellschaft mit der Anlageverwaltung, der Administration sowie dem Vertrieb der Aktien der Investmentgesellschaft betrauen.

Die Verwaltungsgesellschaft ist für die Verwaltung und Geschäftsführung der Investmentgesellschaft verantwortlich. Sie darf für Rechnung der Investmentgesellschaft alle Geschäftsführungs- und Verwaltungsmaßnahmen und alle unmittelbar oder mittelbar mit dem Vermögen der Investmentgesellschaft bzw dem Teilfondsvermögen verbundenen Rechte ausüben, insbesondere ihre Aufgaben an qualifizierte Dritte ganz oder teilweise übertragen.

Die Verwaltungsgesellschaft darf die Aufgaben des Portfoliomanagements auf einen Dritten auslagern, wobei dieser für die Zwecke der Vermögensverwaltung zugelassen, und einer behördlichen Aufsicht unterliegen muss.

Die Verwaltungsgesellschaft erfüllt ihre Verpflichtungen mit der Sorgfalt eines bezahlten Bevollmächtigten.

Die Verwaltungsgesellschaft kann im Zusammenhang mit der Verwaltung der Aktiva des jeweiligen Teilfonds unter eigener Verantwortung und Kontrolle einen Anlageberater oder Investmentmanager hinzuziehen.

Die Anlageentscheidung, die Ordererteilung und die Auswahl der Broker sind ausschließlich der Verwaltungsgesellschaft vorbehalten, sofern diese keinen Investmentmanager mit dem Fondsmanagement betraut hat.

Die Verwaltungsgesellschaft ist berechtigt, unter Wahrung ihrer eigenen Verantwortung und Kontrolle einen Dritten zur Ordererteilung zu bevollmächtigen.

Die Übertragung der Aufgaben darf die Wirksamkeit der Beaufsichtigung durch die Verwaltungsgesellschaft in keiner Weise beeinträchtigen. Insbesondere darf die Verwaltungsgesellschaft durch die Übertragung der Aufgaben nicht daran gehindert werden, im Interesse der Aktionäre zu handeln und dafür zu sorgen, dass die Investmentgesellschaft im besten Interesse der Aktionäre verwaltet wird.

Art. 27 Sitzungen des Verwaltungsrates. Jedes Verwaltungsratsmitglied kann an jeder Sitzung des Verwaltungsrates teilnehmen, auch indem es schriftlich, mittels Brief oder Telefax ein anderes Verwaltungsratsmitglied als seinen Bevollmächtigten ernennt.

Darüber hinaus kann jedes Verwaltungsratsmitglied an einer Sitzung des Verwaltungsrates im Wege einer telefonischen Konferenzschaltung oder durch ähnliche Kommunikationsmittel, welche ermöglichen, dass sämtliche Teilnehmer an der Sitzung des Verwaltungsrates einander hören können, teilnehmen, und diese Teilnahme steht einer persönlichen Teilnahme an dieser Sitzung des Verwaltungsrates gleich.

Der Verwaltungsrat ist nur beschlussfähig, wenn mindestens die Hälfte der Verwaltungsratsmitglieder bei der Sitzung des Verwaltungsrates zugegen oder vertreten ist. Die Beschlüsse werden durch einfache Mehrheit der Stimmen der anwesenden bzw. vertretenen Verwaltungsratsmitglieder gefasst. Bei Stimmengleichheit ist die Stimme des Sitzungsvorsitzenden ausschlaggebend.

Die Verwaltungsratsmitglieder können, mit Ausnahme von im Umlaufverfahren gefassten Beschlüssen, wie nachfolgend beschrieben, nur im Rahmen von Sitzungen, die im Sinne von Artikel 29 dieser Satzung ordnungsgemäß einberufen worden sind, Beschlüsse fassen.

Die Verwaltungsratsmitglieder können einstimmig Beschlüsse im Umlaufverfahren fassen. In diesem Falle sind die von allen Verwaltungsratsmitgliedern unterschriebenen Beschlüsse gleichermaßen gültig und vollzugsfähig wie solche, die während einer ordnungsgemäß einberufenen und abgehaltenen Sitzung des Verwaltungsrates gefasst wurden. Diese Unterschriften können auf einem einzigen Dokument oder auf mehreren Kopien desselben Dokumentes gemacht werden und können mittels Brief Telefax oder mit Hilfe eines elektronischen Mediums eingeholt werden.

Der Verwaltungsrat kann seine Befugnisse und Pflichten der täglichen Verwaltung an juristische oder natürliche Personen, die nicht Mitglieder des Verwaltungsrates sein müssen, delegieren.

Art. 28. Protokolle. Die Beschlüsse des Verwaltungsrates werden in Protokollen festgehalten, die vom Sitzungsvorsitzenden und vom Sekretär unterschrieben werden.

Abschriften und Auszüge dieser Protokolle werden vom Vorsitzenden des Verwaltungsrates oder von zwei Verwaltungsratsmitgliedern unterschrieben.

Art. 29. Häufigkeit und Einberufung. Der Verwaltungsrat tritt, auf Einberufung des Vorsitzenden oder zweier Verwaltungsratsmitglieder an dem in der Einladung angegebenen Ort, so oft zusammen, wie es die Interessen der Investmentgesellschaft erfordern, mindestens jedoch einmal im Jahr.

Die Verwaltungsratsmitglieder werden mindestens achtundvierzig (48) Stunden vor der Sitzung des Verwaltungsrates schriftlich einberufen, es sei denn die Wahrung der vorgenannten Frist ist aufgrund von Dringlichkeit unmöglich. In diesen Fällen sind Art und Gründe der Dringlichkeit im Einberufungsschreiben anzugeben.

Ein Einberufungsschreiben ist, sofern jedes Verwaltungsratsmitglied sein Einverständnis schriftlich, mittels Brief, Telefax oder einem elektronischen Medium gegeben hat, nicht erforderlich.

Eine gesonderte Einberufung ist nicht erforderlich, wenn eine Sitzung des Verwaltungsrates zu einem Termin und an einem Ort stattfindet, die in einem im Voraus vom Verwaltungsrat gefassten Beschluss festgelegt sind.

Art. 30. Zeichnungsbefugnis. Die Investmentgesellschaft wird durch die Unterschrift von zwei Verwaltungsratsmitgliedern rechtlich gebunden. Der Verwaltungsrat kann ein oder mehrere Verwaltungsratsmitglied(er) ermächtigen, die Investmentgesellschaft durch Einzelunterschrift zu vertreten. Daneben kann der Verwaltungsrat andere juristische oder natürliche Personen ermächtigen, die Investmentgesellschaft entweder durch Einzelunterschrift oder gemeinsam mit einem Verwaltungsratsmitglied oder einer anderen vom Verwaltungsrat bevollmächtigten juristischen oder natürlichen Person rechtsgültig zu vertreten.

Art. 31. Unvereinbarkeitsbestimmungen. Kein Vertrag, kein Vergleich oder sonstiges Rechtsgeschäft, das die Investmentgesellschaft mit anderen Gesellschaften schließt, wird durch die Tatsache beeinträchtigt oder ungültig, dass ein oder mehrere Verwaltungsratsmitglieder, Direktoren, Geschäftsführer oder Bevollmächtigte der Investmentgesellschaft irgendwelche Interessen in oder Beteiligungen an irgendeiner anderen Gesellschaft haben, oder durch die Tatsache, dass sie Verwaltungsratsmitglied, Teilhaber, Direktor, Geschäftsführer, Bevollmächtigter oder Angestellter der anderen Gesellschaft sind.

Dieses(r) Verwaltungsratsmitglied, Direktor, Geschäftsführer oder Bevollmächtigter der Investmentgesellschaft, welches(r) zugleich Verwaltungsratsmitglied, Direktor, Geschäftsführer Bevollmächtigter oder Angestellter einer anderen Gesellschaft ist, mit der die Investmentgesellschaft Verträge abgeschlossen hat oder mit der sie in einer anderen Weise in geschäftlichen Beziehungen steht, wird dadurch nicht das Recht verlieren, zu beraten, abzustimmen und zu handeln, was die Angelegenheiten, die mit einem solchen Vertrag oder solchen Geschäften in Verbindung stehen, anbetrifft.

Falls aber ein Verwaltungsratsmitglied, Direktor oder Bevollmächtigter ein persönliches Interesse in irgendwelcher Angelegenheit der Investmentgesellschaft hat, muss dieses Verwaltungsratsmitglied, Direktor oder Bevollmächtigter der Investmentgesellschaft den Verwaltungsrat über dieses persönliche Interesse informieren, und er wird weder mitberaten noch am Votum über diese Angelegenheit teilnehmen. Ein Bericht über diese Angelegenheit und über das persönliche Interesse des Verwaltungsratsmitgliedes, Direktors oder Bevollmächtigten muss bei der nächsten Generalversammlung erstattet werden.

Der Begriff „persönliches Interesse“, wie er im vorstehenden Absatz verwendet wird, findet keine Anwendung auf jedwede Beziehung und jedwedes Interesse, die nur deshalb entstehen, weil das Rechtsgeschäft zwischen der Investmentgesellschaft einerseits und einer Verwaltungsgesellschaft, dem Investmentmanager, einem Anlageberater, der Zentralverwaltungsstelle, der Register- und Transferstelle, der oder den Vertriebsstellen (bzw. ein mit diesen mittelbar oder unmittelbar verbundenes Unternehmen) oder jeder anderen von der Investmentgesellschaft benannten Gesellschaft andererseits geschlossen wird.

Die vorhergehenden Bestimmungen sind in Fällen, in denen die Depotbank Partei eines solchen Vertrages, Vergleiches oder sonstigen Rechtsgeschäftes ist, nicht anwendbar.

Art. 32. Schadloshaltung. Die Investmentgesellschaft verpflichtet sich, jedes(n) der Verwaltungsratsmitglieder, Direktoren, Geschäftsführer oder Bevollmächtigten, ihre Erben, Testamentsvollstrecker und Verwalter schadlos zu halten gegen alle Klagen, Forderungen und Haftungen irgendwelcher Art, sofern die Betroffenen ihre Verpflichtungen ordnungsgemäß erfüllt haben, und diese für sämtliche Kosten, Ausgaben und Verbindlichkeiten, die anlässlich solcher Klagen, Verfahren, Forderungen und Haftungen entstanden sind, zu entschädigen.

Das Recht auf Entschädigung schließt andere Rechte zugunsten des Verwaltungsratsmitgliedes, Direktors, Geschäftsführers oder Bevollmächtigten nicht aus.

VII. Wirtschaftsprüfer

Art. 33. Wirtschaftsprüfer. Die Kontrolle der Jahresberichte der Investmentgesellschaft ist einer Wirtschaftsprüfergesellschaft bzw. einem oder mehreren Wirtschaftsprüfer(n) zu übertragen, die im Großherzogtum Luxemburg zugelassen ist / sind und von der Generalversammlung ernannt wird / werden.

Der / die Wirtschaftsprüfer ist / sind für eine Dauer von bis zu sechs Jahren ernannt und kann / können jederzeit von der Generalversammlung aberufen werden. Der / die Wirtschaftsprüfer kann / können wiedergewählt werden.

VIII. Allgemeines und Schlussbestimmungen

Art. 34. Verwendung der Erträge. Der Verwaltungsrat kann die in einem Teilfonds erwirtschafteten Erträge an die Aktionäre dieses Teilfonds ausschütten oder diese Erträge in dem jeweiligen Teilfonds thesaurieren. Die jeweilige Ertragsverwendung eines Teilfonds bzw. einer Aktienklasse wird im Verkaufsprospekt aufgeführt. Zur Ausschüttung können neben den ordentlichen Nettoerträgen die realisierten Kapitalgewinne, die Erlöse aus dem Verkauf von Bezugsrechten und / oder die sonstigen Erträge nicht wiederkehrender Art sowie sonstige Aktiva, jederzeit ganz oder teilweise ausgeschüttet werden, sofern das Netto-Fondsvermögen aufgrund der Ausschüttung nicht unter die Mindestgrenze nach Artikel 11 dieser Satzung sinkt. Sofern im Verkaufsprospekt eine Ausschüttung der Erträge vorgesehen ist, kann abweichend

hiervon auf gesonderten Beschluss der Investmentgesellschaft auch eine Thesaurierung der Erträge vorgenommen werden.

Ausschüttungen werden auf die am Ausschüttungstag ausgegebenen Aktien ausgezahlt. Ausschüttungen können ganz oder teilweise in Form von Gratisaktien vorgenommen werden. Eventuell verbleibende Bruchteile können bar ausgezahlt werden. Erträge, die fünf Jahre nach Veröffentlichung einer Ausschüttungserklärung nicht geltend gemacht wurden, verfallen zugunsten des jeweiligen Teilfonds und, sofern Aktienklassen gebildet wurden, zugunsten der jeweiligen Aktienklasse. Auf erklärte Ausschüttungen werden vom Zeitpunkt Ihrer Fälligkeit an keine Zinsen bezahlt.

Die Auszahlungen von Ausschüttungen erfolgen in der gleichen Weise wie die Auszahlung des Rücknahmepreises.

Ausschüttungen, die erklärt, aber nicht ausgezahlt wurden, können nach Ablauf eines Zeitraums von fünf Jahren ab der erfolgten Zahlungserklärung, vom Aktionär einer solchen Aktie nicht mehr eingefordert werden und verfallen zugunsten dem jeweiligen Teilfondsvermögen der Investmentgesellschaft, und, sofern Aktienklassen gebildet wurden, zugunsten der jeweiligen Aktienklasse. Auf erklärte Ausschüttungen werden vom Zeitpunkt Ihrer Fälligkeit an keine Zinsen bezahlt.

Sofern im jeweiligen Anhang eine Thesaurierung der Erträge vorgesehen ist, können auf gesonderten Beschluss der Verwaltungsgesellschaft neben den ordentlichen Nettoerträgen die realisierten Kapitalgewinne, die Erlöse aus dem Verkauf von Bezugsrechten und / oder die sonstigen Erträge nicht wiederkehrender Art abzüglich realisierter Kapitalverluste sowie sonstige Aktiva, jederzeit ganz oder teil-ausgeschüttet werden, sofern das Netto-Fondsvermögen aufgrund der Ausschüttung nicht unter die Mindestgrenze nach Artikel 11 Absatz 2 fällt.

Art. 35. Berichte. Der Verwaltungsrat erstellt für die Investmentgesellschaft einen geprüften Jahresbericht sowie einen Halbjahresbericht entsprechend den gesetzlichen Bestimmungen im Großherzogtum Luxemburg.

Art. 36. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr der Investmentgesellschaft beginnt am 1. Januar und endet am 31. Dezember eines jeden Jahres.

Art. 37. Depotbank.

1. Die Investmentgesellschaft hat eine Bank mit Sitz im Großherzogtum Luxemburg als Depotbank bestellt. Die Funktion der Depotbank richtet sich nach dem Gesetz vom 17. Dezember 2010, dem Depotbankvertrag, dieser Satzung sowie dem Verkaufsprospekt (nebst Anhängen).

2. Die Investmentgesellschaft ist berechtigt und verpflichtet, im eigenen Namen Ansprüche der Aktionäre gegen die Depotbank geltend zu machen. Dies schließt die Geltendmachung von Ansprüchen gegen die Depotbank durch die Aktionäre nicht aus.

Art. 38. Satzungsänderung. Diese Satzung kann jederzeit durch Beschluss der Aktionäre geändert oder ergänzt werden, vorausgesetzt, dass die in dem Gesetz vom 10. August 1915 vorgesehenen Bedingungen über Beschlussfähigkeit und Mehrheiten bei der Abstimmung eingehalten werden.

Art. 39. Allgemeines. Für alle Punkte, die in dieser Satzung nicht geregelt sind, wird auf die Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 sowie auf das Gesetz vom 17. Dezember 2010 verwiesen.

Zu Punkt 3. der Tagesordnung liegen keine Wortmeldungen vor.

Worüber Urkunde aufgenommen zu Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an die Erschienenen, dem beurkundenden Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, sowie Stand und Wohnort bekannt, haben die Erschienenen mit dem Sammlungsvorstand und dem beurkundenden Notar gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: N. HOFFMANN, G. ROCK, L. MOULARD und H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 14 mai 2014. Relation: LAC/2014/22386. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur ff. (signé): C. FRISING.

- FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG - der Gesellschaft auf Begehrt erteilt.

Luxemburg, den 22. Mai 2014.

Référence de publication: 2014071982/637.

(140084679) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2014.

Colombus International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 64.294,00.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 4A, rue Henri M. Schnadt.

R.C.S. Luxembourg B 181.284.

L'an deux mille quatorze, le huit mai.

Par-devant Nous, Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg.

ONT COMPARU:

1. Monsieur Hugues HERSART DE LA VILLEMARQUE, né le 21 juin 1949 à Rennes (France), demeurant au 22, boulevard des Invalides, F-75007 Paris; et

2. Madame Rebeca HERSART DE LA VILLEMARQUE, née le 11 juin 1958 à Bogota (Colombie), demeurant au 22, boulevard des Invalides, F-75007 Paris.

Les deux parties sont ici représentées par Madame Corinne PETIT, employée, dont l'adresse professionnelle est située au 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg, en vertu de deux (2) procurations délivrées sous seing privé en date des 28 mars 2014 et 17 avril 2014.

Lesquelles procurations, après avoir été signées «ne varietur» par le mandataire et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte afin d'être enregistrées avec lui.

Lesquels comparants ont prié le notaire d'acter ce qui suit:

I. Les comparants sont les seuls associés de la société dénommée Colombus International S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 4A, rue Henri Schnadt, L-2530 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 181.284 et constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentaire, en date du 16 octobre 2013, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 3005 du 28 novembre 2013.

Les statuts de ladite société n'ont pas encore été modifiés depuis.

II. L'ordre du jour est conçu comme suit:

1. Augmentation du capital social de la Société d'un montant de vingt-quatre mille deux cent quatre-vingt-quatorze euros (24.294.- EUR) afin de le porter de son montant actuel de quarante mille euros (40.000.-EUR) à soixante-quatre mille deux cent quatre-vingt-quatorze euros (64.294.- EUR) par l'émission de vingt-quatre mille neuf cent quatre-vingt-quatorze (24.294) parts sociales nouvelles d'une valeur nominale de un euro (1.- EUR) chacune;

2. Souscription et libération de l'augmentation de capital sub. 1) par un apport en espèces par l'un des associés actuels et renonciation à son droit de souscription par l'autre associé;

3. Modification subséquente de l'article 6, alinéa 1^{er} des statuts de la Société;

4. Divers.

Ceci ayant été déclaré, les associés ont pris les résolutions suivantes à l'unanimité:

Première résolution

Les associés décident d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de vingt-quatre mille deux cent quatre-vingt-quatorze euros (24.294.- EUR) afin de le porter de son montant actuel de quarante mille euros (40.000.- EUR) à soixante-quatre mille deux cent quatre-vingt-quatorze euros (64.294.- EUR) par l'émission de vingt-quatre mille deux cent quatre-vingt-quatorze (24.294) parts sociales nouvelles d'une valeur nominale de un euro (1.- EUR) chacune.

Souscription et libération

Toutes les vingt-quatre mille deux cent quatre-vingt-quatorze (24.294) nouvelles parts sociales d'une valeur nominale de un euro (1.- EUR) chacune à émettre, ont été intégralement souscrites par Madame Rebeca HERSART DE LA VILLEMARQUE, prénommée.

Toutes les vingt-quatre mille deux cent quatre-vingt-quatorze (24.294) parts sociales ont été entièrement libérées en espèces, de sorte que la somme de vingt-quatre mille deux cent quatre-vingt-quatorze euros (24.294.- EUR) est à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été prouvé au notaire instrumentaire qui le constate expressément.

Le deuxième associé Monsieur Hugues HERSART DE LA VILLEMARQUE, prénommé, renonce expressément à son droit de souscription.

Suite à cette augmentation, les parts sociales sont désormais réparties comme suit:

1) Monsieur Hugues HERSART DE LA VILLEMARQUE, préqualifié,	32.147 parts sociales
2) Madame Rebeca HERSART DE LA VILLEMARQUE, préqualifiée,	32.147 parts sociales
TOTAL:	64.294 parts sociales

Deuxième résolution

Suite aux résolutions précédentes les associés décident de modifier l'article 6, alinéa 1^{er} des statuts de la Société de sorte qu'il aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 6. (alinéa 1^{er}).** Le capital social est fixé à soixante-quatre mille deux cent quatre-vingt-quatorze euros (64.294.- EUR), représenté par soixante-quatre mille deux cent quatre-vingt-quatorze (64.294) parts sociales d'une valeur nominale de un euro (1.- EUR) chacune.»

Frais

Les dépenses, frais et rémunérations et charges qui pourraient incomber à la Société à la suite du présent acte sont estimés à environ mille cinq cents euros (1.500.- EUR).

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, l'assemblée est terminée.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire des comparants, celui-ci a signé avec Nous notaire la présente minute.

Signé: C. Petit et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 15 mai 2014. LAC/2014/22621. Reçu soixante-quinze euros EUR 75,-

Le Receveur (signée): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 mai 2014.

Référence de publication: 2014071995/74.

(140084932) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2014.

Vega Investments & Co S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 30, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 65.668.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014071102/9.

(140082821) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mai 2014.

Velen Maritime S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1212 Luxembourg, 14A, rue des Bains.

R.C.S. Luxembourg B 114.906.

Le bilan au 30 Septembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 Mai 2014.

Référence de publication: 2014071103/10.

(140082315) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mai 2014.

Venoplas, Société Anonyme.

Siège social: L-9290 Diekirch, 4, rue Vieille.

R.C.S. Luxembourg B 108.329.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014071104/9.

(140082456) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mai 2014.

Barock Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7450 Lintgen, 1, rue Principale.

R.C.S. Luxembourg B 186.892.

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 20 mai 2014

Unique résolution

Le siège social est transféré à L-7450 Lintgen, 1, rue Principale.

Fait et passé à Lintgen.

COMPTABILITE STC SARL

Un mandataire

Référence de publication: 2014071222/13.

(140083886) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mai 2014.
